

23-25 OCTOBRE 2022

VISITE DE L'AAD EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE



SECRÉTERIAT DE L'AAD

ANTALL 02Q73
PARLEMENT EUROPÉEN
B-1047 BRUXELLES
TÉL : +322.284.07.03 FAX : +322.284.09.89
E-MAIL : FORMERMEMBERS@EUROPARL.EUROPA.EU

TABLE DES MATIÈRES

01	République Tchèque.....	02
02	La présidence tchèque de l'UE.....	07
03	Politique en République tchèque..	23
04	Acteurs politiques.....	27
05	L'économie en République tchèque.....	31
06	Informations utiles.....	40

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

PRÉSENTATION DU PAYS¹

Informations générales :

Nom officiel : République tchèque

Forme de gouvernement : république parlementaire bicamérale

Président de la République : M. Miloš Zeman (2013 et 2018, fin du mandat 2023)

Premier ministre : M. Petr Fiala (depuis le 28 novembre 2021)

Données géographiques :

Superficie : 78 870 km².

Capitale : Prague

Principales villes : Brno, Ostrava, Plzeň

Langue officielle : Tchèque

Monnaie : Couronne tchèque (CZK)

Fête nationale : 28 octobre (création de la Tchécoslovaquie en 1918)

Données démographiques :

Population (2021) : 10,701,777

Densité : 136 habitants/km² (2021)

Croissance de la population (2021) : + 0.2

Espérance de vie (2021) : 74,3 ans (hommes) ; 80,6 ans (femmes)

Religion : pas de religion officielle

Indice de développement humain (2019) : 0,9 (27e)

Taux d'alphabétisation (2018) : 99.01

¹<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/republique-tcheque/presentation-de-la-republique-tcheque/>

HISTOIRE¹

La République tchèque a vu le jour le 1er janvier 1993, lors de la dissolution de la fédération tchécoslovaque. Au moment de la séparation, les actifs de la fédération ont été divisés selon un rapport de deux pour un en faveur des Tchèques ; des accords spéciaux ont été conclus pour un gazoduc en provenance de Russie, le service diplomatique et les forces armées. Les citoyens de l'ancienne fédération ont également été divisés sur la base de nouvelles lois sur la nationalité et, immédiatement après la partition, un grand nombre de Slovaques ont commencé à demander la citoyenneté tchèque.

Václav Havel, qui avait été le premier président de la Tchécoslovaquie après le renversement des communistes, a été élu président de la république en janvier 1993, et Václav Klaus est devenu premier ministre. Comme il n'y avait pas encore de Sénat, l'élection s'est déroulée uniquement par la Chambre des députés, ce qui contrevenait à la nouvelle constitution de la république. Bien que la séparation avec la Slovaquie se soit déroulée à l'amiable - rapidement baptisée "divorce de velours", en référence à la révolution de velours de 1989 - des postes de douane ont été érigés le long de la frontière tchéco-slovaque et des signes de montée des tensions nationales ont été brièvement observés des deux côtés de la nouvelle frontière.

Sous un gouvernement de coalition de centre-droit - composé du Parti démocratique civique, de l'Alliance démocratique civique et de l'Union chrétienne et démocratique-Parti populaire tchèque - la nouvelle République tchèque a mené une politique assez agressive de réformes politiques et économiques, dont la pierre angulaire était un programme de privatisation rapide. Les 31 mai et 1er juin 1996, la République tchèque a tenu ses premières élections générales depuis que le pays est devenu une entité distincte. Le gouvernement de coalition a perdu sa majorité parlementaire lorsque le Parti social-démocrate tchèque de centre-gauche a presque quadruplé le nombre de sièges qu'il détenait auparavant à la Chambre des députés. Néanmoins, la coalition dirigée par Klaus et Havel est restée au pouvoir, avec un engagement de soutien de la part des sociaux-démocrates. Toutefois, des problèmes économiques majeurs, de graves dissensions au sein de la coalition au pouvoir et le mécontentement de la population à l'égard de la direction et de la politique économique de Klaus ont contraint le premier ministre à démissionner en novembre 1997. Le Parti démocratique civique de Klaus s'est alors divisé en deux factions. Jan Ruml, ancien ministre de l'intérieur, a fondé un nouveau parti conservateur, l'Union de la liberté, vers lequel près de la moitié des députés du parti démocrate civique ont fait défection.

1.<https://www.britannica.com/place/Czech-Republic/History>

Klaus est cependant resté une force politique et, peu après sa démission, il a été réélu président du Parti démocratique civique. Aux élections de juin 1998, son parti a remporté plus d'un quart des voix, contre près d'un tiers pour les sociaux-démocrates. Le président Havel, qui avait été réélu de justesse pour un second mandat en janvier, a demandé au président du parti social-démocrate Miloš Zeman (en tant que chef du parti ayant le plus grand nombre de sièges à la Chambre des députés) de former un gouvernement, ce qui n'a pas été possible dans un premier temps. Finalement, Zeman a été nommé Premier ministre et Klaus a été élu à la présidence de la Chambre des députés.

Les problèmes intérieurs du pays entre le milieu et la fin des années 1990 ont été dans une certaine mesure atténusés par l'acceptation du pays dans l'OTAN. Toutefois, à la fin des années 1990, le mécontentement de la population à l'égard des dirigeants politiques s'est accru. Au début de 1999, un groupe d'éminents écrivains politiques a publié "Impuls 99", une déclaration appelant à des changements sociaux, moraux et politiques décisifs qui garantiraient l'adhésion rapide du pays à l'Union européenne (UE), à laquelle il avait officiellement demandé à adhérer en 1996. En novembre 1999, des militants qui avaient été des leaders lors de la révolution de 1989 ont fait circuler un manifeste plus radical, "Thank You ! Maintenant, partez", exigeant la démission des dirigeants de tous les grands partis politiques pour avoir compromis l'adhésion de la République tchèque à l'UE. Des dizaines de milliers de citoyens sont descendus dans les rues de Prague et d'autres villes pour manifester contre le gouvernement. La propagation de la violence raciale à l'encontre des Roms (Tsiganes) est un autre motif d'inquiétude.

En revanche, dans le domaine de la politique étrangère, la République tchèque a connu un succès considérable au cours des années 1990. En janvier 1997, l'Allemagne et la République tchèque ont signé un document de réconciliation dans lequel l'Allemagne regrette le traitement qu'elle a infligé aux Tchèques à l'époque nazie et la République tchèque exprime des remords pour l'expulsion par la Tchécoslovaquie de quelque trois millions d'Allemands de la région des Sudètes après la Seconde Guerre mondiale. Les relations entre la Slovaquie et la République tchèque sont toutefois restées tendues pendant la majeure partie des années 1990, avec une certaine amélioration au début du XXI^e siècle.

Klaus est revenu sur le devant de la scène politique en 2003 lorsqu'il est devenu président à la fin du mandat de dix ans de Havel. Klaus, qui a été réélu de justesse par le Parlement tchèque en février 2008, a côtoyé une série de premiers ministres et de cabinets en proie à des luttes politiques intestines. Entre-temps, le 1er mai 2004, la République tchèque a franchi une étape historique en devenant membre de l'UE. Au cours du premier semestre 2009, le pays a assumé la présidence tournante de l'UE. Certains observateurs ont mis en doute l'aptitude de la République tchèque à diriger l'UE lorsque, en mars 2009, le gouvernement tchèque de centre-droit s'est effondré après avoir perdu un vote de confiance du Parlement. Un premier ministre intérimaire non partisan, Jan Fischer, a pris le pouvoir en mai.

Le même mois, le Sénat tchèque a voté en faveur du traité de Lisbonne (un accord visant à réformer certaines institutions européennes), que la chambre basse avait déjà approuvé. Klaus a toutefois affirmé que le traité n'était pas dans l'intérêt de la République tchèque et a refusé de le signer jusqu'en novembre 2009, date à laquelle la Cour constitutionnelle tchèque a jugé que le traité ne menaçait pas la constitution tchèque. Klaus a alors approuvé le traité à contrecœur,achevant ainsi le processus de ratification du pays. La République tchèque est ainsi devenue le dernier des 27 membres de l'UE à ratifier le traité de Lisbonne.

Entre-temps, le gouvernement provisoire du pays est resté au pouvoir pendant plus d'un an, jusqu'en juillet 2010, lorsque le président Klaus a nommé un autre démocrate civique, Petr Nečas, au poste de premier ministre. Nečas était à la tête d'un nouveau gouvernement de coalition composé du Parti civique démocrate et de deux autres partis de centre-droit. Bien que le Parti social-démocrate tchèque ait recueilli le plus de voix lors des élections législatives de la fin mai, les trois partis de centre-droit ont obtenu ensemble la majorité. La coalition a adopté un certain nombre de mesures d'austérité en réponse à la crise financière qui a frappé la zone euro, mais les scandales de corruption et les luttes de leadership ont limité l'efficacité du gouvernement.

L'administration Nečas a poursuivi les réformes du système de protection sociale et du code fiscal tout au long de 2011, mais des luttes intestines et une majorité sociale-démocrate au Sénat ont entravé de nombreux efforts de la coalition. Ces difficultés ont été surmontées en février 2012 lorsque la coalition et les sociaux-démocrates se sont unis pour faire adopter un amendement à la constitution tchèque qui a introduit des élections présidentielles directes. Le président tchèque, précédemment élu par une session conjointe du Parlement, serait désormais choisi par un vote populaire. Les chamailleries au sein de la coalition se sont transformées en révolte ouverte en avril 2012 lorsque les Affaires publiques (VV), l'un des partenaires juniors de la coalition, se sont désintégrees, laissant Nečas sans majorité formelle. L'effondrement de la cote de popularité de Nečas l'a poussé à éviter une élection surprise, et il a reforgé sa coalition avec les libéraux-démocrates (LIDEM), un parti créé par d'anciens membres du VV.

Bien que la nouvelle coalition l'ait laissé à la tête d'un gouvernement minoritaire, Nečas a survécu à un vote de confiance avec l'aide de membres indépendants du parlement. En janvier 2013, la République tchèque a organisé sa première élection présidentielle directe. Neuf candidats se sont présentés au premier tour, les deux premiers - l'ancien premier ministre social-démocrate Miloš Zeman et l'actuel ministre des Affaires étrangères, Karel Schwarzenberg - s'affrontant au second tour deux semaines plus tard. Avec un taux de participation d'environ 60 %, M. Zeman, qui se présentait à la tête du Parti des droits des citoyens (SPOZ), a remporté une victoire convaincante et succède à M. Klaus à la présidence.

Nečas, qui s'est un jour vanté du surnom de "Mister Clean" pour sa position anticorruption, s'est retrouvé au centre d'un scandale qui a renversé le gouvernement tchèque en juin 2013. Une série de descentes nocturnes de la police a entraîné l'arrestation de nombreuses personnes proches de l'administration Nečas. Le chef d'état-major de Nečas a été accusé de corruption et d'utilisation abusive de renseignements militaires pour des raisons personnelles, et les membres juniors de la coalition au pouvoir ont annoncé qu'ils retireraient leur soutien au gouvernement. Nečas a démissionné, et les démocrates civiques ont passé la semaine suivante à tenter de former un gouvernement qui pourrait survivre à un vote de confiance du Parlement. M. Zeman est finalement intervenu et a nommé l'ancien ministre des Finances Jiří Rusnok au poste de Premier ministre par intérim, en attendant la programmation d'élections anticipées.

Les résultats de ces élections, qui ont eu lieu en octobre 2013, ont reflété une désillusion croissante à l'égard de l'establishment politique tchèque. Les sociaux-démocrates ont remporté le plus de voix, mais, avec seulement 20,5 % du total, ils étaient loin d'obtenir la majorité. L'Action pour les citoyens aliénés (plus connue sous son acronyme tchèque, ANO, qui signifie "oui"), un parti protestataire fondé en 2011 par le magnat des médias milliardaire Andrej Babiš, a terminé en deuxième position avec près de 19 %, suivi par les communistes avec 15 %. Les démocrates civiques, en proie à des scandales, ont connu un échec retentissant, et SPOZ n'a pas réussi à franchir le seuil de 5 % requis pour être représenté au Parlement. Les sociaux-démocrates, qui s'attendaient à un meilleur résultat, ont immédiatement été victimes de luttes intestines, et le président du parti, Bohuslav Sobotka, a dû faire face à une remise en question de son leadership avant le début des négociations de coalition.

LA PRÉSIDENCE TCHÈQUE DE L'UE

LE PROGRAMME DE LA PRESIDENCE¹

Le programme décrit en détail les priorités et les principales orientations de la présidence du Conseil de l'Union européenne pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2022.

Le programme de la présidence tchèque du Conseil de l'UE comporte deux parties :
Priorités de la présidence tchèque,
Programme de la présidence tchèque dans le cadre des formations du Conseil de l'UE.

La première partie du programme définit cinq domaines prioritaires qui sont le fruit d'une discussion au plus haut niveau politique.

1. La gestion de la crise des réfugiés et la reconstruction d'après-guerre de l'Ukraine
2. La sécurité énergétique
3. Le renforcement des capacités de défense européennes et la cybersécurité
4. La résilience stratégique de l'économie européenne
5. Résilience des institutions démocratiques

Cette partie reflète les positions à long terme et les priorités tchèques défendues par la République tchèque au sein de l'UE, mais elle répond également aux défis géopolitiques et économiques actuels associés principalement à l'agression russe contre l'Ukraine.

Outre les priorités politiques ci-dessus, la deuxième partie du programme national contient les agendas sectoriels prioritaires, c'est-à-dire les propositions législatives et non législatives sur lesquelles la République tchèque se concentrera dans le cadre des formations du Conseil concernées.

Le document dans son ensemble se fonde sur les préparations de contenu effectuées à ce jour, sur les documents stratégiques de l'UE tels que le programme de travail de la Commission pour 2022 et le programme commun du trio de présidences. Il reflète à la fois la situation politique intérieure et les questions de politique internationale.

[**Cliquez ici pour lire le programme complet.**](#)

1.<https://czech-presidency.consilium.europa.eu/en/programme/priorities/>

PROGRAMME DU TRIO

La République Tchèque présidera le Conseil de l'Union européenne du 1er juillet au 31 décembre 2022. La présidence tchèque, d'une durée de six mois, succède à la France, qui a dirigé le Conseil au cours du premier semestre, et sera suivie de la présidence suédoise, du 1er janvier au 30 juin 2023. Ces trois États forment ensemble le trio présidentiel et ont élaboré un programme commun pour leurs présidences.

Le programme du trio fixe les priorités communes aux trois présidences consécutives de six mois et reflète les questions actuellement débattues au sein des institutions européennes. Le programme commun de la France, de la République tchèque et de la Suède a été approuvé le 14 décembre 2021 par le Conseil "Affaires générales" et est divisé en quatre domaines thématiques prioritaires:

- protéger les citoyens et les libertés ;
- construire les fondations économiques : modèle européen pour l'avenir;
- construire une Europe climatiquement neutre, verte, équitable et sociale ;
- promouvoir les intérêts et les valeurs de l'Europe dans le monde.

Le programme trio répond à un large éventail de défis politiques, sociaux et économiques. Les priorités visent principalement à traiter et à atténuer les effets économiques et sociaux négatifs de la pandémie de COVID-19. À cette fin, le trio s'efforcera de mettre en œuvre le plan de relance de l'UE, notamment en investissant dans la politique verte et la transition numérique. Le trio prendra des mesures concrètes pour soutenir l'achèvement du marché unique et renforcer la résilience, la compétitivité et la convergence de l'UE. Un autre objectif du programme est de coordonner les politiques économiques en fonction de la vitesse et de l'intensité de la reprise, le but étant de renforcer l'Union européenne, y compris l'union économique et monétaire.

En ce qui concerne l'agression russe en Ukraine, il est nécessaire de mettre en évidence d'autres priorités politiques identifiées telles que le renforcement des relations avec les partenaires stratégiques, y compris les alliés transatlantiques et les nouvelles puissances émergentes. La République tchèque, la France et la Suède ont également convenu qu'il est nécessaire de travailler au renforcement de la politique de sécurité et de défense commune par la promotion et la mise en œuvre de la boussole stratégique qui définira l'orientation de la sécurité de l'UE à l'horizon 2030.

[**Lisez le programme du trio dans les différentes langues de l'UE.**](#)



PRIORITÉS

La gestion de la crise des réfugiés et le redressement de l'Ukraine après la guerre

Suite à l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine, la présidence tchèque soutiendra les efforts de l'UE pour défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine en utilisant tous les instruments et programmes offerts par l'UE, y compris le renforcement des sanctions. Le soutien politique et militaire de l'UE et de ses États membres à l'Ukraine est dans notre intérêt vital afin d'assurer la sécurité en Europe. La présidence tchèque œuvrera en faveur d'un consensus sur l'octroi du statut de candidat à l'Ukraine.

L'agression russe a provoqué la crise des réfugiés la plus massive depuis la Seconde Guerre mondiale. L'UE doit prendre toutes les mesures pour aider à gérer au mieux la vague de réfugiés sans précédent, en particulier les femmes et les enfants provenant de l'Ukraine touchée par la guerre. Cela nécessitera la mobilisation de toutes les ressources et compétences disponibles ainsi que leur utilisation coordonnée.

La présidence tchèque s'appuiera sur les principes de solidarité, d'efficacité et de flexibilité dans ce domaine. En coopération avec la Commission européenne, elle travaillera sur des transferts de fonds flexibles et sur la création des structures nécessaires pour aider les États membres, les organisations et le secteur civil les plus touchés. La protection des enfants et leur accès à l'éducation seront une priorité. Pour la participation des femmes au marché du travail, il faudra garantir une capacité préscolaire et extrascolaire suffisante. La coordination de la garantie des soins de santé sera également une priorité importante. La présidence tchèque sera attentive à une coopération et une solidarité européennes efficaces afin que l'intégration à long terme des réfugiés dans les sociétés des États membres soit réussie.

Une autre tâche importante de la présidence tchèque sera la reconstruction d'après-guerre de l'Ukraine, en se concentrant sur la restauration des infrastructures essentielles, la garantie des services de base, le renforcement de la résilience, la reprise économique et la stabilité en Ukraine. Une forte coopération de l'UE avec l'Ukraine et l'obtention des ressources financières nécessaires à travers le monde libre seront cruciales.

Sécurité énergétique

L'UE ne peut pas dépendre de manière vitale de pays qui menacent directement sa sécurité et doit donc rompre sa dépendance à l'égard du gaz, du pétrole et du charbon russes. La présidence tchèque mettra l'accent sur les questions de sécurité énergétique de l'UE, qui sont actuellement plus pressantes que la transition énergétique, et sur la mise en œuvre accélérée de REPowerEU, dont une partie importante est la diversification des sources, y compris la logistique, les économies d'énergie et l'accélération de la transition vers des sources d'énergie à faibles émissions et renouvelables. La présidence tchèque est prête à travailler sur la mise en œuvre de la réglementation des réserves de gaz, c'est-à-dire le remplissage des stockages à l'approche de l'hiver, et la promotion des achats groupés volontaires, afin que l'UE utilise son poids d'une manière similaire à l'achat de vaccins.

La décarbonisation de l'industrie de l'UE et le passage du gaz naturel à l'hydrogène représentent un objectif important qui nécessite la mise en œuvre d'un plan ambitieux de développement des infrastructures, du stockage et des terminaux d'hydrogène. Fit for 55 crée la base de la décarbonisation. Toutefois, la présidence tchèque se concentrera surtout sur la mise en œuvre approfondie du principal objectif à court terme, à savoir la suppression de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles russes. La présidence tchèque s'occupera également de l'efficacité énergétique (EED) et de l'utilisation des énergies renouvelables. Dans le même temps, le développement des infrastructures énergétiques est crucial, car il renforcera la résilience énergétique de l'UE dans son ensemble. Enfin, la présidence tchèque traitera du rôle de l'énergie nucléaire pour assurer la sécurité énergétique de l'UE et atteindre les objectifs climatiques de l'UE.

Dans le domaine des transports, la présidence se concentrera sur la réduction des émissions, la promotion de modes de transport respectueux de l'environnement et les infrastructures pour les carburants alternatifs, en tant que condition préalable essentielle au développement d'une mobilité propre. Dans le même temps, elle se concentrera sur le développement du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) afin de faciliter les flux de transport entre les États membres, tout en soutenant la décarbonisation des transports.

Dans le même temps, la présidence tchèque s'efforcera de mettre en œuvre une combinaison appropriée d'instruments qui réduiront l'impact social et économique négatif des prix élevés de l'énergie. La transition vers la neutralité carbone doit être accompagnée de mesures sociales efficaces, par exemple en soutenant les économies d'énergie dans les ménages. Les économies d'énergie deviennent de plus en plus importantes compte tenu des pressions inflationnistes et de la hausse des prix de l'énergie.

Renforcer les capacités de défense de l'Europe et la sécurité du cyberspace

Compte tenu de l'instabilité mondiale croissante, la présidence tchèque s'attachera à renforcer les capacités de sécurité et de défense, en particulier en partenariat avec l'OTAN. Elle s'attachera en particulier à soutenir la mise en œuvre des thèmes clés de la boussole stratégique. Le développement d'une coopération à long terme sur les systèmes militaires stratégiques est essentiel. En plus de garantir les capacités nécessaires, y compris les capacités de soutien basées sur les technologies existantes, la présidence tchèque prêtera attention à la coopération et aux investissements visant à réduire la dépendance technologique, en particulier en ce qui concerne les technologies nouvelles et perturbatrices, et à garantir la résilience des chaînes de valeur critiques nécessaires à ces technologies. Le renforcement des capacités industrielles connexes dans l'UE est également essentiel.

Parallèlement, la présidence tchèque abordera les cybermenaces et le contexte géopolitique des nouvelles technologies (et de l'espace). Elle se concentrera également sur le développement rapide de la "boîte à outils hybride", la lutte contre la désinformation et la sécurité du cyberspace. La présidence tchèque accordera une attention particulière à la cybersécurité des institutions, organes et agences de l'UE et au système de communication sécurisé de l'UE dans l'espace. Nous soulignerons que l'UE, avec ses partenaires démocratiques, façonne activement le débat international au sein des organisations internationales afin d'améliorer la sécurité et la stabilité du cyberspace.



Résilience stratégique de l'économie européenne

La pandémie de COVID-19 et l'agression russe vis-à-vis de l'Ukraine ont entraîné un choc inflationniste, accru l'incertitude des marchés et mis en évidence la fragilité des chaînes d'approvisionnement mondiales. L'invasion russe a provoqué la plus grande perturbation des marchés des matières premières de ces cinquante dernières années. L'UE doit réduire radicalement sa dépendance à l'égard de régimes hostiles ou instables. La recherche d'une autosuffisance totale ne semble pas être une option immédiatement viable pour l'UE. Pour renforcer la résilience stratégique, il est essentiel d'apporter un soutien ciblé à la compétitivité technologique fondée sur des capacités de production propres, ainsi que d'approfondir le libre-échange avec les nations démocratiques du monde.

Qu'il s'agisse de denrées alimentaires, de médicaments ou de puces à semi-conducteurs, les chaînes d'approvisionnement et leur vulnérabilité doivent être comprises en détail et leur résilience doit par conséquent être renforcée. La disponibilité des matières premières et des composants stratégiques doit être garantie aux entreprises européennes. Un accent particulier sera mis sur la sécurité des chaînes d'approvisionnement informatiques. La présidence tchèque s'efforcera d'accélérer le processus de conclusion d'accords commerciaux avec les États démocratiques et d'approfondir la coopération transatlantique dans le cadre du Conseil du commerce et de la technologie UE-États-Unis (TTC) en mettant l'accent sur la coopération stratégique, y compris les mesures conjointes pour la résilience des chaînes d'approvisionnement.

L'accélération de la numérisation et de l'automatisation de l'industrie européenne est également essentielle, permettant l'expansion d'une production compétitive dans l'UE, avec un accent particulier sur les secteurs stratégiques. Une économie circulaire plus efficace contribuera à réduire le besoin d'importations de matières premières.

Les transitions verte et numérique doivent être mises en œuvre de manière à favoriser la convergence vers les régions les plus avancées. Dans le même temps, il est nécessaire de soutenir le développement des compétences des Européens pour qu'ils puissent s'adapter à des circonstances changeantes, ce qui est une condition préalable à la compétitivité mondiale de l'UE. Le soutien apporté par les politiques d'investissement de l'UE, en particulier la politique de cohésion, jouera un rôle crucial dans tous ces domaines.

Enfin, il convient de poursuivre l'approfondissement du marché intérieur, notamment dans le domaine des services et de l'économie numérique, tout en améliorant l'environnement des entreprises, notamment en soutenant la science, la recherche et l'innovation, ce qui permettra d'accroître la compétitivité des entreprises européennes. En vue d'approfondir qualitativement le marché intérieur numérique, la présidence tchèque s'efforcera d'adopter un outil paneuropéen permettant de prouver de manière sûre et fiable l'identité d'un citoyen, le "portefeuille d'identité numérique européen", et de créer un marché des données efficace et équitable.

Résilience des institutions démocratiques

L'agression russe nous a une fois de plus rappelé avec force que la prospérité et la stabilité à long terme de l'Europe reposent sur des mécanismes démocratiques qui fonctionnent. La présidence tchèque s'attachera donc à renforcer la résilience des institutions qui ont une influence majeure sur le maintien et le développement des valeurs de la démocratie et de l'État de droit dans l'UE. Il s'agit, par exemple, du financement transparent des partis politiques, de l'indépendance des médias de masse et d'un dialogue ouvert avec les citoyens.

La conférence sur l'avenir de l'Europe a créé un espace unique pour que les citoyens, et en particulier les jeunes, puissent débattre de l'avenir de l'Europe et apporter leur contribution aux futures politiques de l'UE. La présidence tchèque s'efforcera de mettre à profit ces idées et de créer un espace pour la poursuite du débat. Tout en mettant en œuvre l'Année européenne de la jeunesse 2022, la présidence mettra l'accent sur l'amélioration du dialogue avec les jeunes et sur la promotion de leur participation aux processus politiques et d'élaboration des politiques.

En outre, la présidence tchèque se concentrera également sur le respect et le renforcement des libertés et des valeurs européennes dans les environnements hors ligne et en ligne. L'égalisation des conditions de concurrence entre les entreprises européennes et non européennes, en particulier dans le domaine des impacts environnementaux et climatiques et du respect des droits de l'homme, créera les conditions nécessaires à la poursuite du développement des échanges sur des marchés ouverts. Avec d'autres États démocratiques, la présidence s'efforcera de garantir le respect des libertés et des droits fondamentaux dans l'environnement numérique et fera pression pour que les normes mondiales s'appuient sur l'approche dite "centrée sur l'homme". Dans un certain nombre de domaines liés aux nouvelles technologies, comme l'intelligence artificielle, l'UE a la possibilité de tirer parti de son statut de "pionnier", qui lui permet de fixer les règles du jeu mondial. La présidence tchèque souhaite également contribuer à renforcer la transparence des cryptomonnaies et à réduire le risque de leur utilisation abusive.

Dans le contexte international, elle mettra en œuvre le plan d'action européen pour les droits de l'homme et la démocratie, en utilisant les instruments pertinents, y compris les mécanismes de sanction potentiels. Elle renforcera les capacités de soutien à la société civile et aux médias indépendants, et soutiendra la résilience des pays partenaires face aux menaces cybernétiques et hybrides.

Priority dossiers under the Czech EU Council Presidency

INTRODUCTION

Czechia is a parliamentary republic with a head of government – the prime minister – and a head of state – the president. The current **Prime Minister** is **Petr Fiala**, from the Civic Democratic Party (ODS). He has been in office since November 2021 and was preceded by Andrej Babiš (2017–2021), the founder of the party ANO 2011. Czech **President Miloš Zeman** was first elected to the post in 2013 and had previously served as prime minister, from 1998 to 2002.

The supreme executive body is the government. It is led by the prime minister and appointed by the president of the republic. The president also appoints other government members based on the prime minister's recommendations. Before it is installed, the government must win a vote of confidence in the Chamber of Deputies.

The Spolu alliance, formed for the 2021 legislative election, was composed of the Civic Democratic Party (ODS), KDU-ČSL (Christian and Democratic Union), and TOP 09 (Tradition, Responsibility, Prosperity). It currently governs the country in a **coalition** with the Pirates and Mayors' alliance.

The Czech **Parliament is bicameral**. The upper house is the Senate (81 members elected for six years) and the lower house is the Chamber of Deputies (200 members elected for four years). There are currently seven parties in the Chamber of Deputies:

- ANO 2011 (ANO) - 72 members
- Civic Democratic Party (ODS) - 34 members
- Mayors and Independents (STAN) - 33 members
- Christian and Democratic Union - Czechoslovak People's Party (KDU-ČSL) - 23 members
- Freedom and Direct Democracy (SPD) - 20 members
- TOP 09 - 14 members
- Czech Pirate Party (Pirati) - 4 members

All of these parties except the SPD also have seats in the Senate, where the Czech Social Democratic Party (ČSSD) and the Green Party (Z) also have seats. The Communist Party of Bohemia and Moravia (KSČM) holds no seats in the Chamber or the Senate but has one elected member of the European Parliament and representatives at regional level.

Czechia will hold the Presidency of the Council of the EU for the second time. The previous time was in the first half of 2009, coinciding with the last months of the sixth legislative term of the European Parliament and with the European elections, held between 4 and 7 June 2009.

The programme of the **Trio formed together with France and Sweden** has as its thematic priorities to protect citizens and freedoms; to promote a new growth and investment model for Europe; to build a climate-neutral, green, fair and social Europe; and to promote Europe's interests and values in the world.



PART A: POLITICAL PRIORITIES OF THE CZECH PRESIDENCY

The Czech Presidency comes at a crucial time for the EU, faced with the **challenges posed by the Russian war of aggression against Ukraine**. Politically, the current security and geo-political situation will have an impact on the work of the Presidency and could well dominate the coming six months. Many issues will need to be addressed, particularly in the field of defence, refugees, displaced persons, financial aid and the accession perspective for Ukraine.

The ramifications of the war, including its impact on energy policy and the 'Fit for 55' package, on the EU's economic recovery and its democratic resilience, as well as on the unity and internal dynamics of the Union, are likely to be high up on the agenda.

The motto of the Czech Presidency, '**Europe as a task**', is inspired by a speech delivered by former Czech President Václav Havel in Aachen, at the Charlemagne Prize ceremony, in 1996. The triple challenge is to 'rethink, rebuild, repower' Europe.

The Czech priorities for the second half of 2022 will focus on the following topics:

- Managing the refugee crisis and Ukraine's post-war recovery,
- Energy security,
- Strengthening Europe's defence capabilities and cyberspace security,
- Strategic resilience of the European economy,
- Resilience of democratic institutions.

In light of the developments brought about by the Ukrainian refugee crisis, the Presidency aims to take work forward on the **Pact on Migration and Asylum**, presented by the Commission on 23 September 2020 (both Parliament and Council still have to adopt their respective positions on the proposals). The Czech Presidency will build on the principles of solidarity, efficiency and flexibility in this area.

The **Fit for 55 climate package** will also be high on the Czech Presidency's agenda. Ensuring access to affordable, sustainable and reliable energy sources is one of the biggest challenges the EU is facing. In the next six months, the **green and digital transitions** will continue to be in the spotlight, but also **security**, in particular the implementation of the **Strategic Compass**, approved by the Council on 21 March 2022. The Czechs are due to take forward the Versailles agenda, based on the declaration adopted by EU leaders on 10-11 March 2022, which outlines how the EU can bolster defence capabilities, reduce energy dependency and build a more robust economic base.

The Czech Presidency will lead crucial legislative files in the Council, such as those in the Fit for 55 package, through interinstitutional negotiations and will be closely involved in the initiatives aimed at mitigating the impact of the energy crisis in Europe, including the **RePowerEU** plan. An important aspect is the diversification of sources including logistics, energy savings and acceleration of the transition to low-emission and renewable energy sources. The Presidency will work on the implementation of the regulation of gas reserves, i.e. filling storage facilities in the run-up to winter, and the promotion of voluntary joint purchases, so that the EU uses its combined weight in a similar way as with the purchase of Covid-19 vaccines.

Strengthening the single market, boosting innovation and competitiveness, and reducing dependence on hostile or unstable regimes will be paramount for the **resilience of the European economy**. The **European Chips Act**, which aims to bolster Europe's competitiveness and resilience in semiconductor technologies and applications, is a key proposal for the Czech Presidency, alongside the **Artificial Intelligence Act and cybersecurity**. It will also strive for the adoption of the **European Digital Identity Wallet** (a secure and trustworthy pan-European tool for proving a citizen's identity) and the creation of an **efficient and fair data market**.

In 2022, the **Single Market** celebrates its 30th anniversary. Taking into account the impact of the Covid-19 pandemic in the single market and the challenging geopolitical context, the EU will need to identify further growth potential and address businesses and consumers' concerns. Measures to ensure **food security** inside and outside the EU in light of the Russian invasion of Ukraine should also be considered during the coming months.

Furthermore, the Czech Presidency plans to focus on a number of trade agreements, with South American countries, Australia and New Zealand. **Cooperation with Indo-Pacific** partners is also due to be a priority issue, particularly in areas such as cybersecurity, supply chain security and space.

On **social policy**, the Czech Presidency will continue with the implementation of the European Pillar of Social Rights. The Trio committed itself to improving working conditions, including in the digital economy and for people working through platforms, to tackle gender inequalities in the labour market, including through measures to close the gender pay gap and through the promotion of equal opportunities for women and men to reconcile work, family and private life.

As regards democratic resilience, the Czechs aim to focus on **media freedom** (the Commission is due to present the European Media Freedom Act proposal in the third quarter of 2022), on **transparency in financing political parties** in the EU and on the **rule of law**, including in Hungary and Poland.

Still on the topic of democratic resilience, the Czech Presidency is expected to make progress on the proposal on Strategic lawsuits against public participation (SLAPPs) and on the proposal on transparency and targeting of political advertising.

In relation to the ongoing **hearings under Article 7(1) TEU concerning Poland and Hungary**, in a resolution approved on 5 May 2022 the European Parliament urged the upcoming presidencies to organise the hearings 'regularly and at least once per presidency'. It called on the Council to ensure that hearings under Article 7(1) TEU also address new developments, including those related to violations of fundamental rights. The Council has so far organised five hearings on Poland and, by the end of May 2022, four hearings on Hungary within the framework of the General Affairs Council (GAC).

The **Western Balkans region** is also due to be among the regional priorities of the Czechs.

PART B: TOPICAL INSTITUTIONAL ISSUES

Conference on the Future of Europe

The follow-up of the Conference on the Future of Europe's final report – with 49 proposals to reform the EU, including Treaty change – delivered to the Presidents of the European Parliament, the Council and the Commission on 9 May 2022, will also need to be carried out by the Czech Presidency. In the 18-month programme of the Council, the French, Czech and Swedish Presidencies state that, based on the political conclusions of the Conference, 'they will begin implementing them, as appropriate'.

The Czech Presidency aims to make use of these ideas and to create a space for the continuation of the debate. While implementing the European Year of Youth 2022, the Presidency will put emphasis on improving dialogue with young people and promoting their participation in political/policy processes.

EU budget for 2023

The draft general budget for 2023, presented by the Commission on 7 June 2022, will have to be negotiated between the Czech Presidency of the Council and the European Parliament by the end of this year. Uncertainty in the economic outlook persists, in the light of factors such as supply chain

disruption, high energy prices, rising inflation and the continuing Covid-19 pandemic, as well as the consequences of the war in Ukraine.

The EU budget will continue to mobilise significant investments to boost Europe's strategic autonomy, the ongoing economic recovery, safeguard sustainability and create jobs. It should prioritise green and digital investments while addressing pressing needs arising from recent and current crises. Additional proposals to finance the impact of the war in Ukraine both externally and internally are due to be tabled later in the year, on the basis of a more precise assessment of needs.

Furthermore, in its resolution on general guidelines for the preparation of the 2023 budget, approved in plenary on 5 April 2022, Parliament stresses that 'a revision of the current MFF [Multiannual Financial Framework 2021-2027] is indispensable', calling on the Commission to 'assess when an MFF revision would be appropriate'.

Reform of the Electoral Act

Following Parliament's legislative resolution on the reform of the EU's electoral law, adopted on 3 May 2022, the Czech Presidency is due to steer negotiations in the Council, where unanimity will be needed on this matter. The formalisation of the lead candidate (*Spitzenkandidat*) process and the introduction of a Union-wide constituency, from which 28 members of the European Parliament would be elected (transnational list), are among Parliament's proposals.

Programming of legislative priorities: Joint Declaration

It is also under the Czech Presidency that the European Parliament, the Council and the Commission should agree on the joint programming of legislative priorities in the form of a Joint Declaration, signed by the three Presidents, which is expected to cover 2023 as well as the first half of 2024, to coincide with the next European elections. The Czech Presidency will also carry on with the implementation of the Joint Declaration 2022, as negotiated at the end of the Slovenian Presidency.

The need to address the consequences of the war in Ukraine and the conclusions of the Conference on the Future of Europe are among the issues that should be reflected in the Commission work programme (CWP) for 2023. The current situation and the need to adopt emergency measures may require that the Commission postpones some of the initiatives planned for 2022 (the Commission has committed itself to duly inform Parliament of any delays).

DISCLAIMER AND COPYRIGHT

This document is prepared for, and addressed to, the Members and staff of the European Parliament as background material to assist them in their parliamentary work. The content of the document is the sole responsibility of its author(s) and any opinions expressed herein should not be taken to represent an official position of the Parliament.

Reproduction and translation for non-commercial purposes are authorised, provided the source is acknowledged and the European Parliament is given prior notice and sent a copy.

© European Union, 2022.

eprs@ep.europa.eu (contact)

www.eprs.ep.parl.union.eu (intranet)

www.europarl.europa.eu/thinktank (internet)

<http://epthinktank.eu> (blog)

LES PRIORITÉS DE LA PRÉSIDENCE SLOVÈNE DISCUSSES EN COMMISSIONS PARLEMENTAIRES¹

Les ministres exposent les priorités de la présidence tchèque du Conseil de l'UE aux commissions parlementaires, lors d'une série de réunions.

La République tchèque assure la présidence du Conseil jusqu'à la fin de 2022. Une première série d'auditions a lieu du 11 au 13 juillet. Une deuxième série d'auditions aura lieu au cours de la première semaine de septembre.

Agriculture et développement rural

L'impact de l'agression russe contre l'Ukraine sur la sécurité alimentaire est une priorité essentielle, selon le ministre de l'agriculture Zdeněk Nekula le 11 juillet. La présidence cherchera à faire démarrer rapidement la réforme de la politique agricole commune (PAC) afin de donner aux États membres la flexibilité et les exceptions temporaires nécessaires pour faire face à la crise. La présidence donnera également la priorité aux négociations sur l'utilisation durable des produits phytopharmaceutiques.

Un certain nombre de députés ont appelé à améliorer le fonctionnement des corridors de solidarité pour les exportations agricoles en provenance d'Ukraine et à trouver un équilibre entre la production alimentaire de l'UE et la réduction proposée de l'utilisation des pesticides. Certains députés ont convenu que certaines dérogations aux règles de la PAC seront nécessaires, tandis que d'autres ont mis en garde contre l'affaiblissement de la PAC et ont appelé à soutenir plutôt l'agriculture biologique.

Développement

Le 12 juillet, Jiří Kozák, vice-ministre des affaires étrangères, a mis en évidence un triple défi causé par la guerre de la Russie contre l'Ukraine : la distribution de céréales en provenance d'Ukraine ; la garantie d'une aide humanitaire suffisante ; et la rupture du discours russe selon lequel la crise de la sécurité alimentaire est la faute de l'UE. M. Kozák a également déclaré que, pour l'accord post-Cotonou, la présidence est déterminée à conclure les étapes restantes aussi rapidement que possible.

Les députés ont convenu de l'importance de traiter les impacts immédiats et à plus long terme de la guerre sur la sécurité alimentaire mondiale. Ils ont également soulevé la question des réfugiés en Ukraine et dans les pays voisins. D'autres ont interrogé la présidence sur ses priorités au Sahel, sur la question de la migration à la frontière sud de l'UE et sur l'intégration de l'aide humanitaire et de la politique de développement à long terme.

1. <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20220711IPR35010/czech-presidency-outlines-priorities-to-ep-committees>

Transport et tourisme

Le 12 juillet, le ministre des transports Martin Kupka, et le vice-premier ministre chargé de la numérisation et ministre du développement régional Ivan Bartoš, ont souligné que la présidence se concentrera sur les mesures visant à décarboniser les transports, à promouvoir les chemins de fer, à s'assurer que les voies de solidarité pour l'Ukraine fonctionnent et à accroître la résilience du secteur du tourisme. Le ministre Kupka a promis aux députés que les travaux sur les nouvelles règles du ciel unique européen, les infrastructures de carburants alternatifs, les carburants durables pour les secteurs aérien et maritime, les systèmes de transport intelligents et la révision du RTE-T progresseraient.

Les députés de la commission des transports ont demandé à la présidence de redoubler d'efforts pour lutter contre la pauvreté liée à la mobilité et la sécurité routière, de s'assurer que les pays de l'UE s'unissent pour faire face à une éventuelle nouvelle pandémie de type COVID-19 et ont demandé que l'option d'un soutien financier de l'UE pour les voies de solidarité en Ukraine soit explorée.

Pêcheries

Le 12 juillet, Zdeněk Nekula, ministre de l'agriculture, a déclaré que la priorité absolue de la présidence sera d'assurer la sécurité alimentaire dans l'UE et d'améliorer la compétitivité du secteur par rapport aux pays tiers. Bien qu'étant un pays enclavé, la présidence tchèque se concentrera également sur les quotas de pêche, la conclusion d'accords sur les possibilités de pêche de l'UE avec les pays tiers, ainsi que sur les initiatives relatives à la pêche liées au Green Deal.

Les députés ont souligné la nécessité d'aider les pêcheurs en raison de l'impact de la guerre en Ukraine. Ils ont salué l'intention de rendre la pêche plus compétitive mais ont souligné la nécessité de trouver un équilibre entre les aspects socio-économiques et environnementaux de l'initiative. Enfin, certains ont réaffirmé l'idée de réformer la politique commune de la pêche, même si la Commission est réticente à le faire.

Marché intérieur et protection des consommateurs

Le ministre de l'industrie et du commerce, Jozef Síkela, a déclaré aux députés que la présidence accordera une attention particulière à une meilleure application des outils et des services du marché unique, à une intégration plus profonde du marché et à une protection élevée des consommateurs, notamment en les sensibilisant à la consommation durable et aux risques en ligne. La présidence s'efforcera de faire avancer les négociations avec les députés sur les produits de machines et les crédits à la consommation et de parvenir à une position commune au Conseil sur le règlement relatif à la sécurité générale des produits, la loi sur l'intelligence artificielle et la transparence et le ciblage de la publicité politique.

Les députés ont interrogé la présidence sur la responsabilisation des consommateurs à la lumière de la double transition, la mise en œuvre des règles sur la double qualité des produits, la mise à jour des règles sur les voyages à forfait à la lumière de la pandémie et les priorités numériques en cours (y compris la nouvelle loi sur les puces et l'identité numérique européenne).

Droits de la femme et égalité des sexes

Marian Jurečka, vice-premier ministre et ministre du travail et des affaires sociales, a déclaré que la présidence tchèque s'efforcera de faire progresser la directive sur la transparence des salaires. En ce qui concerne la stratégie de l'UE en matière de soins, elle se concentrera sur les soins de longue durée et sur la fourniture de soins de qualité aux réfugiés d'Ukraine. Les diverses positions des États membres sur la prévention de la violence à l'égard des femmes doivent être respectées, a-t-il déclaré, même si la définition de la violence sexuelle en ligne sera discutée en novembre. Il y aura des conclusions du Conseil sur l'égalité des sexes, et la présidence se penchera sur la parité économique entre les hommes et les femmes en mettant l'accent sur les jeunes.

Plusieurs députés ont demandé si la République tchèque envisageait de ratifier la Convention d'Istanbul. Beaucoup se sont félicités de l'objectif de parvenir à un accord sur la transparence des salaires, ont souligné que les droits des LGBTI et la santé et les droits sexuels et reproductifs doivent être protégés, et ont souligné l'appel du Parlement à ajouter le droit à l'avortement à la Charte des droits fondamentaux de l'UE.

Emploi et affaires sociales

Le 11 juillet, Marian Jurečka, vice-premier ministre et ministre du travail et des affaires sociales, a identifié comme questions clés : la gestion de l'afflux et de l'intégration des réfugiés, le caractère abordable de la nourriture et de l'énergie pour les plus vulnérables et la lutte contre la pauvreté des enfants. Parmi les autres priorités figurent l'adoption d'une position commune au Conseil sur l'amélioration des conditions de travail dans les plates-formes et la progression de la directive sur la transparence des salaires.

Les députés ont demandé que le Fonds social pour le climat soit rendu opérationnel pour protéger les plus vulnérables pendant la transition verte. Certains députés ont demandé que l'instrument SURE pour la préservation de l'emploi devienne permanent et que la garantie des enfants soit utilisée de manière plus ambitieuse. Enfin, les députés ont demandé la tenue d'un sommet social extraordinaire afin d'aborder l'impact de la crise énergétique et inflationniste et de la récession sur l'emploi.



Environnement, santé publique et sécurité alimentaire

Le 11 juillet, la ministre de l'environnement, Anna Hubáčková, a déclaré aux députés que les priorités sont les suivantes : parvenir à des accords sur le dossier Fit for 55, la loi sur la restauration de la nature, la protection des ménages vulnérables pendant la transition verte et la coopération mondiale sur le climat et l'environnement. Les députés ont interrogé la ministre sur les préparatifs des conférences des Nations unies sur le changement climatique (COP27) et la biodiversité (COP15), ainsi que sur l'impact de la guerre russe sur l'environnement.

Le 12 juillet, le ministre de la santé, Vlastimil Válek, a déclaré que la présidence se concentrera sur la lutte contre le cancer, la désinformation sur la vaccination et les vaccins pour les nouvelles variantes, les progrès sur la position du Conseil concernant l'espace européen des données de santé (EHDS), et les services de santé pour les réfugiés ukrainiens. Les députés ont interrogé la ministre sur les prix équitables et l'accès aux vaccins, l'impact de la guerre, les maladies rares et l'impact du changement climatique sur la santé de la population.

Plus tard dans la journée, le ministre de l'agriculture, Zdeněk Nekula, a mis l'accent sur la sécurité alimentaire, l'agriculture durable, la santé animale, les progrès réalisés dans le cadre du programme "de la ferme à la fourchette" et l'accord sur le règlement "Déforestation". Les députés ont interrogé le ministre sur l'utilisation durable des pesticides, l'impact de la guerre en Russie sur la sécurité alimentaire, les technologies génomiques, le financement de la transition verte du secteur agricole et la production de viande.

Développement régional

Le 12 juillet, le vice-premier ministre chargé de la numérisation et ministre du développement régional, Ivan Bartoš, a déclaré que la présidence se concentrera sur la future politique de cohésion, en analysant quels instruments contribuent le mieux à faire converger les régions de l'UE et à assurer les transitions verte et numérique, tout en prévoyant la flexibilité nécessaire pour faire face aux nouveaux développements.

Les députés ont souligné que les fonds de cohésion devraient être utilisés pour développer une capacité qui assure un transit sûr des aliments et des fournitures, en temps de guerre. Ils ont également averti que les principes de la politique de cohésion ne devraient pas nuire à l'environnement. Les députés ont également demandé à la présidence de soutenir l'idée de créer un fonds de transition juste de nouvelle génération et de relancer le mécanisme transfrontalier de l'UE.

Affaires économiques et monétaires

La guerre de la Russie en Ukraine et la hausse de l'inflation seront la toile de fond de la plupart des priorités de la présidence, a déclaré le ministre des finances Zbyněk Stanjura aux députés le 13 juillet. La présidence donnera la priorité à la conclusion d'accords sur les règles de l'UE concernant l'impôt minimum mondial sur les grandes multinationales, les obligations vertes, les règles de lutte contre le blanchiment d'argent et la taxation de l'énergie. Elle mènera des discussions sur l'intégration de Repower EU dans le mécanisme de redressement et de résilience afin d'éliminer l'influence russe de l'économie européenne, et sur la mise à jour des règles fiscales de l'UE.

Les députés ont concentré leurs questions sur ce que la présidence envisageait concrètement de faire pour sauver les règles relatives à un impôt minimum mondial, et sur la manière dont elle orienterait les discussions sur une révision des règles fiscales, et dans quelle mesure il est possible de s'attaquer à l'inflation sans empiéter sur l'indépendance des banques centrales. Les difficultés économiques imminentes et le débat autour du vote à l'unanimité dans le domaine de la fiscalité ont également été soulevés par un certain nombre de députés.

Culture, éducation et jeunesse

Le 13 juillet, le ministre de la culture Martin Baxa a déclaré que la présidence se concentrerait sur la finalisation du plan de travail de l'UE pour la culture 2023-2026. Il a également promis d'œuvrer à l'ouverture de négociations sur l'augmentation des fonds du programme Europe créative, car le financement actuel ne répond pas aux besoins du secteur. Le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, Vladimír Balaš, a mis l'accent dans sa présentation sur l'éducation numérique, le dialogue intergénérationnel et le soutien actif à l'Année européenne de la jeunesse, une conférence sur ce dernier point étant prévue le 6 décembre 2022.

Les députés ont posé des questions sur les projets de loi sur la liberté des médias, qui devraient être annoncés en septembre, sur les moyens d'inclure les étudiants ukrainiens dans le programme de mobilité des étudiants de l'UE et sur l'intégration des enfants et des jeunes réfugiés ukrainiens dans le système éducatif de l'UE. Ils ont également soulevé des questions concernant les activités sportives, la mise en œuvre de la directive sur le droit d'auteur et l'achèvement de l'espace européen de l'éducation.

Commerce international

"Les accords de libre-échange sont les tâches essentielles de la présidence tchèque", a déclaré le ministre du commerce Jozef Síkala le 13 juillet, une déclaration que les membres de la commission du commerce ont saluée. Ils ont demandé instamment la conclusion et la ratification d'accords de libre-échange avec, entre autres, la Nouvelle-Zélande, le Mexique, le Chili, l'Australie, l'Inde et les pays du Mercosur, en insistant sur le fait que tous les accords commerciaux doivent respecter les valeurs et les objectifs de durabilité de l'UE.

Les membres de la commission du commerce ont demandé à la présidence de s'efforcer de parvenir à une position du Conseil sur la révision du système de préférences généralisées et de l'instrument anti-coercition et de conclure enfin l'accord post-Cotonou. Plusieurs députés ont demandé au Conseil d'intensifier la coopération avec l'Afrique et de prendre en compte l'égalité des sexes dans les travaux sur le commerce.

Affaires étrangères

Le ministre des Affaires étrangères, Jan Lipavský, a présenté le 13 juillet cinq priorités : l'Ukraine, l'énergie, la défense, l'économie et la démocratie. Soulignant la nécessité de continuer à soutenir l'Ukraine, il a mis en garde contre les dangers d'une "lassitude à l'égard de l'Ukraine" et a demandé que des armes soient fournies plus rapidement à Kiev et que des efforts accrus soient déployés pour faciliter la reconstruction du pays après la guerre. Il a également souligné la nécessité d'un partenariat transatlantique fort et d'une discussion sur la manière dont l'UE devrait réévaluer ses relations avec la Russie à long terme.

Les députés ont interrogé M. Lipavský sur une série de sujets, notamment sur la vision à long terme de l'UE en matière de relations avec la Russie, sur la manière de faire avancer le processus d'élargissement de l'UE, en particulier sur le blocus de la Bulgarie sur la Macédoine du Nord, sur la nécessité d'accorder la libéralisation des visas de l'UE au Kosovo et sur la nécessité de contrer les faux récits russes dans les pays du sud de l'UE, y compris en Afrique.

Industrie, recherche et énergie

Ivan Bartoš, vice-premier ministre chargé de la numérisation et ministre du développement régional, a déclaré que la présidence travaillerait sur l'agenda numérique, la résilience des communications, les écosystèmes numériques durables, la cybersécurité dans l'UE, la sécurité des chaînes d'approvisionnement en TIC et la numérisation des services publics. La présidence s'efforcera d'obtenir une position du Conseil sur la loi sur l'intelligence artificielle, une approche générale sur le règlement sur l'identité électronique et de poursuivre les travaux sur la loi sur les données. Elle s'efforcera également de parvenir à un accord au Conseil sur la proposition visant à renforcer la cybersécurité dans l'UE avant la fin du mois de novembre, a-t-il déclaré.

En ce qui concerne **l'industrie et l'énergie**, **Jozef Síkela**, ministre de l'industrie et du commerce, a déclaré que la présidence s'efforcera de réduire la dépendance de l'UE à l'égard des combustibles fossiles russes, comme le prévoit le plan RepowerEU, de poursuivre les travaux en vue de la neutralité climatique, tout en garantissant une énergie abordable pour les citoyens. La présidence travaillera sur l'accélération des procédures d'autorisation dans le domaine des énergies renouvelables, l'amélioration de l'efficacité énergétique et des économies d'énergie, ainsi que sur la transition vers des sources d'énergie renouvelables et à faible teneur en carbone. Elle se concentrera également sur la diversification des approvisionnements et aidera la Commission à mettre en place la plateforme énergétique de l'UE pour les achats communs, afin de garantir que tous les États membres disposent d'un approvisionnement énergétique suffisant pour l'hiver.

En ce qui concerne **la recherche et l'innovation**, **Vladimír Balaš, ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports**, a déclaré que la présidence s'efforcera de faire progresser le développement de l'espace européen de la recherche et de l'écosystème de recherche de l'UE. Elle se concentrera sur les synergies dans le financement de la recherche et de l'innovation, sur le renforcement de l'écosystème européen des infrastructures de recherche et sur l'élaboration d'un nouvel agenda européen de l'innovation. Elle visera également à finaliser la législation sur les entreprises communes Horizon Europe en ce qui concerne les semi-conducteurs, et la conclusion d'accords d'association avec des pays tiers sur Horizon Europe.

En ce qui concerne **la politique spatiale**, **Martin Kupka, ministre des transports**, a déclaré que la présidence continuera de veiller à ce que l'agence EUSPA pour le programme spatial, basée à Prague, bénéficie des meilleures conditions et fournisse les meilleures normes. La principale priorité sera le programme de connectivité sécurisée, et la présidence souhaite entamer des discussions avec les députés européens dès que possible. La présidence se concentrera également sur l'innovation et l'utilisation des données et des services des systèmes spatiaux de l'UE, et sur l'extension des capacités existantes pour protéger les systèmes satellitaires de l'UE.

Libertés civiles, justice et affaires intérieures

La présidence soutient fermement les réponses de l'UE à l'agression russe, y compris la lutte contre l'impunité et la collecte de preuves sur les crimes de guerre, a déclaré le ministre de la Justice Pavel Blažek aux députés le 5 septembre. Il a déclaré qu'Eurojust et son nouveau mandat peuvent jouer un rôle clé, tout en soulignant que le travail en cours sur la répression des violations des sanctions se poursuivra.

Le ministre des Affaires européennes, Mikuláš Bek, a déclaré que les travaux sur l'État de droit joueront un rôle majeur et a annoncé que la prochaine discussion sur cette question portera sur la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovénie et la Suède. La présidence travaillera également sur les procédures en cours concernant la Pologne et la Hongrie, en dialogue avec les gouvernements nationaux.

Les députés ont encouragé la présidence à produire des recommandations spécifiques par pays sur l'état de l'État de droit. Les députés ont également demandé plus d'engagement sur la vie privée et les preuves électroniques, ont demandé une position plus ferme sur les révélations concernant l'utilisation de logiciels espions et ont soulevé la question de la monopolisation des médias dans certains pays.

Le même jour, **le premier vice-premier ministre et ministre de l'intérieur Vit Rakušan** a déclaré que la présidence était prête à entamer les négociations sur les règlements Screening et Eurodac et à travailler sur des solutions structurelles pour la solidarité et la migration légale. Les abus sexuels d'enfants en ligne, le mandat de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies, la gouvernance politique de l'espace Schengen et l'inclusion de la Croatie, de la Roumanie et de la Bulgarie dans cet espace, sont également des priorités.

MEPs asked for more details on the Council's timetable on migration files, on data protection concerns in relation to fighting online child abuse as well as on pushbacks and human rights violations at the EU's external borders.

Legal Affairs

On 5 September, **Justice Minister Pavel Blažek** identified progress on the directive on the protection of the environment through criminal law and the digitalisation of justice systems as key issues. Further priorities include corporate sustainability due diligence, the directive to tackle abusive lawsuits targeting critical voices, so-called SLAPPs, and legislation on Artificial Intelligence (AI).

MEPs stressed the importance of a liability regime for AI. Some MEPs urged for progress on the revision of EU geographical indications. Finally, MEPs asked for an ambitious approach on the SLAPPs directive, underlining that it is of vital importance for freedom of expression, fearing Council might weaken the initiative.

Affaires constitutionnelles

Suite à la présentation du ministre des Affaires européennes, Mikuláš Bek, le 5 septembre, les députés se sont enquis du suivi de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, y compris la révision des traités de l'UE et la réforme des règles électorales, déjà initiées par le Parlement. Ils ont également demandé à la présidence de se concentrer sur la lutte contre l'ingérence étrangère et la désinformation, et sur la protection de l'ordre juridique de l'UE contre les violations de l'État de droit.

Le ministre Bek a répondu qu'il avait l'intention d'organiser une discussion politique sur une convention de révision des traités en octobre, dans le but de procéder à un vote en novembre et de transmettre la question au Conseil européen. La réforme de la loi électorale sera débattue en octobre, mais il a prévenu les députés que le processus sera politiquement compliqué. La présidence cherchera une approche commune sur les partis et fondations politiques européens d'ici la fin de l'année. En ce qui concerne l'État de droit, il a promis que le sujet figurerait en bonne place dans tous les ordres du jour du Conseil "Affaires générales".

Security and Defence

Le vice-ministre de la défense, Jan Jireš, a déclaré que la "culture stratégique" de l'UE avait rapidement changé depuis le début de l'agression russe contre l'Ukraine : "L'UE avait écarté certains des tabous qui existaient auparavant." La présidence se concentrera sur trois domaines principaux : La coopération entre l'UE et l'OTAN ; le soutien de l'UE à l'Ukraine ; et la mise en œuvre du compas stratégique.

Les députés ont posé des questions sur la meilleure façon de coopérer au sein de l'UE pour soutenir l'Ukraine, notant que cette guerre était un test pour la coopération stratégique de l'UE. Certains députés ont déclaré que l'UE a tout ce dont elle a besoin pour réussir, mais qu'il lui manque un processus de décision politique commun et fort. Après avoir souligné que cette guerre dure plus longtemps que prévu, certains députés ont interrogé M. Jireš sur les efforts diplomatiques de l'UE pour mettre fin à la guerre.

POLITIQUE EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE¹

POLITIQUE INTERNE

Le président de la République, Miloš Zeman, a été réélu pour un second mandat de cinq ans lors de l'élection présidentielle du 27 janvier 2018. Il a succédé à Václav Klaus (2003-2013) et Václav Havel (1993-2003). Le président de la République dispose de prérogatives constitutionnelles limitées mais joue un rôle influent dans le débat public. Son mandat prend fin en 2023.

Le Parlement est composé de la Chambre des députés (200 sièges) et du Sénat (81 sièges). Les élections législatives tchèques des 8 et 9 octobre 2021 ont vu la coalition d'opposition de droite et de centre-droit "Spolu" (Ensemble) dirigée par Petr Fiala (président du parti conservateur ODS) l'emporter par un grand nombre de voix face au parti ANO du Premier ministre sortant Andrej Babiš - au détriment des partis de gauche qui n'ont pas atteint le seuil électoral et ont été exclus de fait de la Chambre.

Coalition SPOLU (ODS, TOP09 et KDU-CSL, partis de centre-droit) : 27,79%, 71 sièges (34 sièges pour ODS, 23 sièges pour KDU-CSL et 14 sièges pour TOP09) ;

ANO (libéral) : 27,12%, 72 sièges

Coalition Pirates-STAN (Parti des Maires et Indépendants, centre-libéral) : 15,62%, 37 sièges (33 sièges pour STAN et 4 sièges pour Pirates)

SPD (extrême droite) : 9,56%, 20 sièges

La Chambre des députés est passée de 9 à 7 partis, les partis historiques de gauche KSCM et CSSD n'étant plus représentés.

1.<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/republique-tcheque/presentation-de-la-republique-tcheque/>

Le nouveau gouvernement, dirigé par Petr Fiala, n'a été nommé par le président Miloš Zeman que le 17 décembre 2021 et a reçu son vote de confiance parlementaire le 13 janvier 2022. La double coalition ("Spolu" et Pirates/Stan) à la tête du gouvernement est basée sur une alliance de cinq partis : ODS (le Premier ministre et 5 ministres), STAN (Maires et indépendants, centristes, 4 ministres), KDU-CSL (chrétiens-démocrates, 3 ministres), TOP 09 (centristes, "haveli", 2 ministres) et Pirates (centre libéral, siégeant dans le groupe des Verts au Parlement européen, 3 ministres, première participation à un gouvernement). La nouvelle coalition dispose ainsi d'une majorité absolue de 108 sièges sur 200.

Dans ce nouveau contexte politique, les 100 premiers jours de son mandat ont montré une forte priorité donnée aux questions intérieures et à la réduction du déficit public. La guerre en Ukraine a ensuite eu un fort impact sur l'action du gouvernement et marque les priorités de la présidence tchèque du Conseil de l'UE au second semestre 2022. Le Premier ministre Petr Fiala a montré un soutien fort à l'Ukraine (soutien précoce à la perspective européenne, accueil massif de réfugiés, aide humanitaire et militaire importante), avec un consensus transpartisan sur cette question.

POLITIQUE EUROPÉENNE

La République tchèque a rejoint l'Union européenne le 1er mai 2004 (77,3 % de "oui" au référendum de juin 2003), et l'espace Schengen en 2007. Pendant sa présidence du Conseil en 2009, le Partenariat oriental a été lancé (Sommet de Prague, 7 mai 2009). Elle présidera le Conseil de l'UE du 1er juillet au 31 décembre 2022 avec l'Ukraine au cœur de ses priorités (présenté le 15 juin).

Présence dans les institutions européennes : la commissaire tchèque au sein de la Commission Von der Leyen est Mme Věra Jourová, responsable des valeurs et de la transparence. Elle est également vice-présidente de la Commission européenne. La République tchèque compte 21 députés au Parlement européen.

La défense européenne : Prague, sans renoncer à son attachement à l'OTAN et au lien transatlantique fort, s'est engagée dans la défense européenne en s'associant à plusieurs initiatives (CSP, EDF, PEDID), notamment en contribuant à EUTM Mali et en intégrant la Task Force Takuba au sein de l'opération Barkhane. Elle apporte un soutien financier au G5 Sahel et s'intéresse au P3S. Elle semble prête à maintenir sa présence dans la région dans le cadre de la réarticulation des arrangements existants. Suite à l'invasion russe en Ukraine, elle a déployé plusieurs centaines de soldats en Slovaquie dans le cadre du renforcement du flanc oriental de l'OTAN (EFP), dont elle est une nation-cadre.

Balkans occidentaux: L'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux est une constante de la politique tchèque et continuera d'être suivi de près dans le cadre de l'EPUE.

Conférence sur l'avenir de l'Europe : La République tchèque a cosigné le 9 mai la lettre des 13 États membres opposés à la révision des traités, sans y être opposée dans l'absolu. Elle ne lie pas non plus la question de l'élargissement à la nécessaire révision des règles de fonctionnement de l'UE.

Réfugiés: la République tchèque est traditionnellement opposée à la mise en place d'un mécanisme permanent et obligatoire de relocalisation des réfugiés depuis la crise des réfugiés de 2015. La proposition de la Commission européenne d'un Pacte sur l'asile et les migrations a reçu un accueil réservé mais pragmatique basé sur trois principes : pas de quotas de relocalisation obligatoires, renforcement des frontières extérieures, développement de la dimension extérieure de la politique migratoire européenne. La République tchèque a fait un effort très important pour accueillir les réfugiés ukrainiens dans le contexte de la guerre en Ukraine (360 000).

Politique régionale: la République tchèque est un grand bénéficiaire des fonds structurels, avec une enveloppe de près de 24 milliards d'euros allouée pour la période 2014-2020. 27 milliards d'euros pour le nouveau CFP de 2021-2027. 7,1 milliards d'euros au titre de son plan de relance national (NRP, environ 3,2 % du PIB) sous forme de subventions.

Le groupe de Visegrád: La République tchèque est membre, avec la Hongrie, la Pologne et la Slovaquie, du groupe de Visegrád (V4), un forum de consultation informel au sein de l'Union européenne. Sa présidence annuelle tournante est assurée par la Hongrie jusqu'au 30 juin 2022. La Slovaquie reprendra la présidence le 1er juillet.

Format Slavkov/Austerlitz: initié par la République tchèque en 2015, ce format inclut l'Autriche et la Slovaquie, en plus de la République tchèque. Également connu sous le nom de format Austerlitz ou "S3", il comporte lui aussi une présidence tournante annuelle assurée entre le 1er juillet 2021 et le 30 juin 2022 par la République tchèque. La Slovaquie assure la présidence depuis le 1er juillet.

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

La diplomatie tchèque se caractérise par un fort engagement en faveur des relations transatlantiques, de la diplomatie économique et des droits de l'homme ("diplomatie havraise").

L'OTAN : La République tchèque fonde sa sécurité sur son appartenance à l'Alliance atlantique depuis 1999. Elle s'est engagée à porter son budget de défense à 2% en 2025 (1,34% en 2022, soit 3,5 milliards d'euros). Le nouveau gouvernement Fiala en fait également une priorité absolue, notamment dans le contexte de la guerre en Ukraine.

Russie: Les relations tchèco-russes sont au plus bas depuis le début des années 2000 et se sont encore plus dégradées depuis l'affaire de Vrbetice (explosion d'un dépôt de munitions en 2014) et les expulsions massives qui ont suivi (avril 2021). Dans le contexte de la guerre en Ukraine, l'unité de l'ensemble de la classe politique prévaut pour demander des sanctions très fermes contre la Russie.

Ukraine: La République tchèque défend l'intégrité territoriale de l'Ukraine et lui apporte une aide matérielle par le biais du groupe de Visegrád. C'est l'un des pays qui soutient le plus l'Ukraine, avec un accueil massif de réfugiés (3 % de la population tchèque), une aide humanitaire généreuse et une aide militaire importante, y compris en armement lourd. Elle a été l'un des premiers partisans de l'octroi à l'Ukraine du statut de pays candidat à l'UE.

Chine/Indopacifique: La République tchèque participe au format de coopération "16+1" entre la Chine et les pays d'Europe centrale et orientale. Alors que le président Zeman avait cherché à ouvrir la République tchèque aux investissements (partenariat stratégique en 2016) et à l'influence chinoise, la classe politique a œuvré en sens inverse ces dernières années (exclusion des opérateurs chinois des questions économiques sensibles et visites du président du Sénat tchèque à Taïwan alors qu'une délégation taïwanaise visitait Prague). Cette logique a également conduit à l'intérêt tchèque pour la stratégie de l'UE pour l'Indo-Pacifique, une région qui fait partie des priorités extérieures de l'EPUE, tout en étant marquée par une ligne transatlantique.

Mali: engagée depuis 2013 au Sahel, la République tchèque a ouvert une ambassade à Bamako en 2019 pour soutenir les efforts de stabilisation et de sécurité.

ACTEURS POLITIQUES



Karel Havlíček

Vice-président de la Chambre des députés de la République tchèque depuis février 2022

Ancien vice-premier ministre de la République tchèque, ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre des Transports dans le deuxième cabinet d'Andrej Babiš

Karel Havlíček est diplômé de la Faculté d'ingénierie civile de la Faculté technique tchèque, a étudié à la PIBS de l'Université métropolitaine de Manchester et a obtenu son doctorat à l'Université d'économie de Prague où il a également obtenu le titre de "Docent". Il a longtemps défendu les intérêts des entrepreneurs, principalement en tant que président du conseil d'administration de l'Association des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat de la République tchèque.

Il est copropriétaire et PDG du groupe SINDAT qui s'est développé au cours des vingt dernières années pour devenir un investisseur respecté dans le domaine de la petite et moyenne industrie et des nouvelles technologies. Karel Havlíček a été membre de nombreux organes consultatifs au sein du gouvernement et des ministères. Depuis 2014, il est membre et, depuis 2018, vice-président du Conseil gouvernemental pour la recherche, le développement et l'innovation. Karel Havlíček est l'auteur de la Stratégie d'innovation de la République tchèque 2019-2030.

1.<https://www.aspeninstitutece.org/people-profile/karel-havlicek/>

ACTEURS POLITIQUES

David Smoljak



Source d'informations régulières sur les activités de la chambre haute du Parlement tchèque (Sénat).

David Smoljak est diplômé de la FAMU, avec une spécialisation en écriture de scénarios et en dramaturgie. Il est passé par toutes sortes de professions, de concierge à scénariste et dramaturge de télévision, de journaliste à dramaturge en chef et rédacteur en chef du divertissement télévisuel. Ces cinq dernières années, en tant que coordinateur de l'association "Liberté pour les médias", il s'est beaucoup occupé de la situation des médias de service public. David considère que leur indépendance est absolument cruciale pour le maintien de conditions libres dans notre pays. Et ces derniers temps, il passe de plus en plus de temps en tant que conseiller municipal et conseiller pour le développement territorial et l'environnement à résoudre divers problèmes et besoins liés à notre quartier de Prague - Vinoř.

"Ma relation avec la politique a toujours été très similaire à celle du célèbre aubergiste de hospoda Na mýtince. J'ai toujours été très intéressé par la politique, mais je n'ai jamais voulu m'y lancer. Lorsque j'ai fondé l'"Association pour le Vinoř" avec d'autres personnes il y a douze ans, nous voulions seulement avoir une association de personnes partageant les mêmes idées. Mais nous avons vite compris que si nous voulons influencer ce qui se passe autour de nous, nous devons obtenir un mandat des électeurs. Nous avons donc participé aux élections et sommes devenus l'opposition légitime. Au deuxième mandat, nous avons été admis à la mairie en tant que parti de coalition et au troisième, nous avons déjà gagné et nous avons pu commencer à travailler pleinement à la mairie. Au fil des années, j'ai compris une chose... La politique est souvent assez dure et sans discernement, pleine de compromis difficiles, mais par sa nature même elle n'est pas sale. Mais si nous y renonçons tous et que nous la laissons à ceux qui ne veulent la faire que pour avoir le pouvoir sur tout et sur tous, il en sera sûrement ainsi."

1.<https://www.aspeninstitutece.org/people-profile/karel-havlicek/>

ACTEURS POLITIQUES

Mikuláš Bek



Ministre des Affaires européennes

Mikuláš Bek est né à Šternberk de parents originaires de Litovel et d'Olomouc. Il a grandi à Prague, où ses parents ont déménagé. Après avoir obtenu son diplôme de grammaire en 1982, il est venu à Brno pour la première fois comme étudiant en musicologie à l'Université Jan Evangelista Purkyně, qui est aujourd'hui l'Université Masaryk. En 1986, il a terminé ses études et, après avoir effectué son service militaire, il a continué à l'Université Charles de Prague, où il a obtenu un doctorat. Pendant ses études, il effectue un séjour d'études d'un semestre à l'Université Humboldt de Berlin. À la Faculté des arts de l'Université Charles, il travaille ensuite comme professeur assistant ; en 1994, il est "visiting lecturer" au Royal Holloway College (Université de Londres).

"Depuis 1999, il enseigne à l'université Masaryk de Brno, où il a d'abord travaillé comme chef du département de musicologie, puis, depuis 2004, comme vice-recteur chargé de la stratégie et des relations extérieures, entre autres responsable des relations internationales et des projets des Fonds structurels européens. De 2011 à 2019, il a occupé pendant deux mandats le poste de recteur de l'université Masaryk. Il a également occupé le poste de vice-président de la Conférence des recteurs tchèques pour l'éducation et a représenté la République tchèque au conseil de l'Association européenne des universités. De 2000 à 2017, il a vécu à Dambořice, où il a été représentant pour un seul mandat (2006-2010). En 2018, il a été élu sénateur pour la circonscription de Brno-město et est devenu vice-président de la commission sénatoriale des affaires de l'Union européenne ; en 2020, il a été élu son président.

1.<https://www.aspeninstitutece.org/people-profile/karel-havlicek/>

RAPPORT DE L'OSCE : ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE 8-9 OCTOBRE 2021

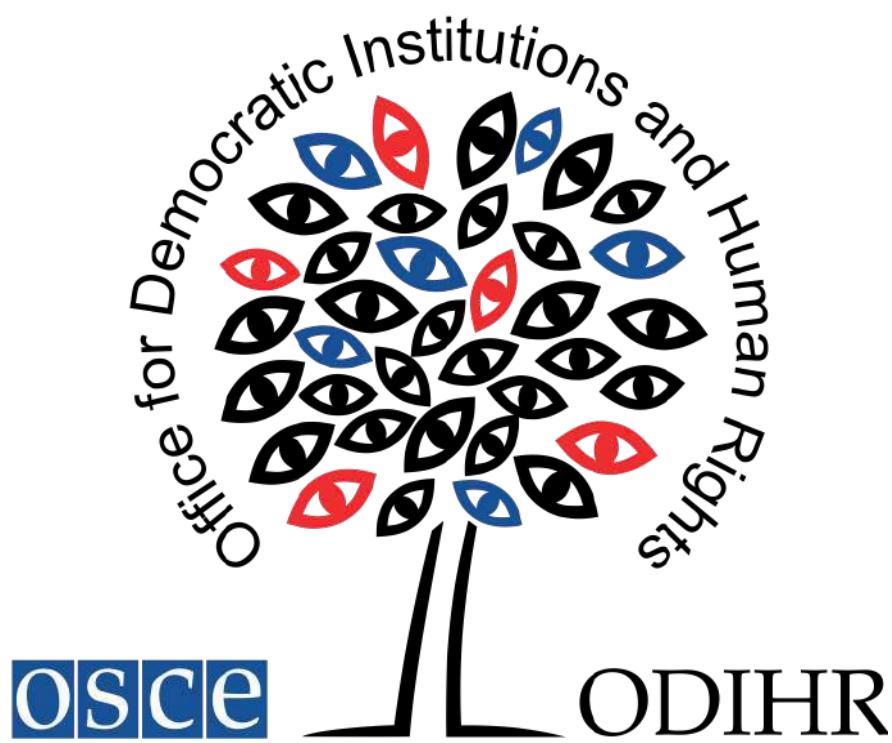


Office for Democratic Institutions and Human Rights

THE CZECH REPUBLIC

PARLIAMENTARY ELECTIONS
8-9 October 2021

ODIHR Election Expert Team
Final Report



Warsaw
22 March 2021

TABLE OF CONTENTS

I.	EXECUTIVE SUMMARY	1
II.	INTRODUCTION AND ACKNOWLEDGEMENTS.....	2
III.	BACKGROUND AND POLITICAL CONTEXT	3
IV.	ELECTION ADMINISTRATION	4
A.	ELECTION MANAGEMENT BODIES.....	4
B.	VOTING METHODS	5
V.	ELECTION CAMPAIGN	6
VI.	MEDIA.....	8
A.	MEDIA LANDSCAPE	8
B.	LEGAL FRAMEWORK	9
C.	CAMPAIGN COVERAGE IN THE MEDIA.....	10
VII.	ELECTORAL PARTICIPATION OF WOMEN.....	11
VIII.	RECOMMENDATIONS	13
A.	PRIORITY RECOMMENDATIONS.....	13
B.	OTHER RECOMMENDATIONS.....	13
	ANNEX: FINAL RESULTS	15
	ABOUT ODIHR.....	16

**THE CZECH REPUBLIC
PARLIAMENTARY ELECTIONS
8-9 October 2021**

ODIHR Election Expert Team Final Report¹

I. EXECUTIVE SUMMARY

Following an invitation from the government of the Czech Republic, the OSCE Office for Democratic Institutions and Human Rights (ODIHR) deployed an Election Expert Team (EET) to observe the 8 and 9 October 2021 elections to the Chamber of Deputies (hereinafter parliamentary elections). The ODIHR EET assessed aspects of the electoral process related to the conduct of elections during the COVID-19 pandemic, the election campaign, the media landscape and campaign coverage, as well as the participation of women in elections.

The elections took place against the backdrop of a polarized political context, and many interlocutors perceived the elections as a plebiscite on Prime Minister Andrej Babiš, who was challenged by the newly created coalitions *SPOLU* as well as Pirate Party and Mayors and Independents (STAN), composed of several mid-size parliamentary parties.

The Election Law has been amended on several occasions since the last parliamentary elections, including in 2021 with regards to electoral system and alternative voting methods, the latter in response to the COVID-19 pandemic. Most previous ODIHR recommendations remain unaddressed, including those related to the suffrage rights of persons with intellectual and psychosocial disabilities, mechanism of voter lists' compilation and verification, media ownership concentration, participation of women in elections, and the status of citizen and international observers. All ODIHR EET interlocutors regarded the legal framework as conducive to holding democratic elections.

Elections are administered by multiple bodies and institutions at national, regional and local levels. The State Election Commission is coordinating the overall organization of elections, and the Ministry of Interior together with a number of state institutions, local governments and election commissions are responsible for technical preparations and for managing the process. All ODIHR EET interlocutors expressed full confidence and trust in the professionalism and impartiality of the various state institutions dealing with the administration of elections.

Voting methods gave an ample opportunity for voters to cast their ballots either in their registered polling station during two days of elections, or at any other station by applying for an Absentee Voting Certificate, or at home by means of mobile ballot box, and at diplomatic missions abroad. Special measures, such as advance voting at drive-through locations and quarantined residence facilities, and mobile voting arrangements, were introduced for voters in quarantine or in self-isolation as a response to the COVID-19 pandemic. Some 8.2 million voters were eligible to cast their ballot.

The Constitution guarantees fundamental freedoms and contestants could freely reach out to citizens in an overall competitive, but polarized campaign. Members of government benefited from their official position during ten months of campaigning. Political parties used both conventional and online tools to address the voters. In a limited number of campaign events observed by the ODIHR EET, social distancing measures against the COVID-19 pandemic were not fully respected by participants. The tone of the campaign was often harsh, with charged language and personal attacks between candidates. ODIHR EET interlocutors from parties and civil society expressed concerns over a sizable impact of growing disinformation in the campaign.

¹ The English version of this report is the only official document. An unofficial translation is available in Czech.

Media landscape is vibrant and pluralistic, yet the concentrated ownership of the major media houses by local magnates is of concern in terms of their editorial independence. Many ODIHR EET interlocutors voiced concern about stifled critical reporting on the Prime Minister and his government, as also reflected in campaign coverage by some private media. Public broadcasters enjoy high trust in society as an influential and impartial source of news. However, the manner of appointment of the Czech Television's oversight body in 2020-2021 and subsequent activities against the television management are of concern in relation to oversight and independence of the public broadcaster.

Campaign coverage was extensive in both public and private media, including debates on TV, radio and online. It was complemented by generous free airtime allocated to all contestants on public radio and TV. Although some small parties challenged the lack of invitation of these parties to the main debates on the eve of voting, the programming gave all parties possibility to present their platforms and for voters to make an informed choice. Several instances of limited access to information and/or inflammatory language against journalists were noted during the campaign period in events with participation of the Prime Minister and office of the president, as well as during campaign events of some contesting parties.

Women remain underrepresented in public and political life. In the newly elected Chamber of Deputies, the number of women has increased from 23 to 25 per cent. Although the number of female candidates has also increased in these elections, the position of women on candidate lists continues to be low-ranked. In the absence of legislative requirements for an equitable representation of women, none of main contestants applied internal measures for advancing women in their candidate lists. Many ODIHR EET interlocutors raised concern that female candidates are often affected by sexist and misogynistic remarks, especially in social networks.

This report offers recommendations to support efforts to further align elections in the Czech Republic with OSCE commitments and other international obligations and standards for democratic elections. Priority recommendations focus on enhancing transparency and accountability of voter registration, further introduction of safeguards for media pluralism and facilitation of effective participation of women in public and political life. ODIHR stands ready to assist the authorities to address the recommendations contained in this and previous reports.

II. INTRODUCTION AND ACKNOWLEDGEMENTS

Following an invitation from the government of the Czech Republic and based on the findings and conclusions of the Needs Assessment Mission (NAM) conducted from 7 to 11 June 2021, the OSCE Office for Democratic Institutions and Human Rights (ODIHR) deployed an Election Expert Team (EET) to observe the 8 and 9 October parliamentary elections. The ODIHR EET consisted of four experts drawn from four OSCE participating States and stayed in the country from 23 September till 13 October.

The ODIHR EET assessed aspects of the electoral process related to the conduct of elections during the COVID-19 pandemic, the election campaign, the media landscape, the campaign coverage in the media, as well as the participation of women in elections. Therefore, the report is limited in scope and does not offer an overall assessment of the electoral process. The specific areas under review were assessed for their compliance with OSCE commitments and other international obligations and standards for democratic elections, as well as with national legislation. In line with ODIHR methodology, the ODIHR EET did not undertake a comprehensive and systematic observation of the election day proceedings, but visited a limited number of polling stations and one voting results collection point. This final report should be read in conjunction with the 2021 ODIHR NAM report

and the previous 2017 ODIHR Election Assessment Mission report, which provide additional detail and recommendations on the electoral process in the Czech Republic.²

ODIHR wishes to thank the Ministry of Foreign Affairs (MFA), the Ministry of Interior (MoI) and other state institutions for their assistance and co-operation. The ODIHR EET also wishes to express gratitude to representatives of political parties, media and civil society for sharing their views.

III. BACKGROUND AND POLITICAL CONTEXT

The Czech Republic is a parliamentary republic, with a government led by the prime minister who is appointed by a directly elected head of state – the president. The bicameral parliament comprises the Senate (upper chamber), with 81 senators directly elected for a six-year term, and the Chamber of Deputies (lower chamber) with 200 members. Elections to the Chamber of Deputies (hereinafter parliamentary elections) were called by the President on 28 December 2020.

The last parliamentary elections took place in October 2017 and resulted in a fragmented political party landscape, with nine parties represented in the Chamber of Deputies. A minority government was led by the political movement ANO 2011 (ANO) in coalition with the Czech Social Democratic Party (ČSSD), supported by the Communist Party of Bohemia and Moravia (KSČM).³ In the 2018 elections, the ruling parties lost the majority in the Senate, while in the 2020 regional elections, ANO again emerged as the party with the most voter support.

The elections took place in a polarized political context, with many ODIHR EET interlocutors perceiving the vote as a plebiscite on the Prime Minister. The electoral environment was marked by a certain level of disillusionment among the electorate with the government's handling of the COVID-19 pandemic, investigations against Prime Minister Babiš regarding the allegations of misuse of the EU funds by the companies indirectly controlled by him, a third, although unsuccessful, motion of no-confidence to the government brought by the opposition and several demonstrations throughout the country organized by the civil society groups.⁴

Although having limited constitutional powers, the country's president plays an important role in the electoral process, with his prerogative for designating the party in charge of forming the new government. In his public appearances, President Miloš Zeman repeatedly voiced his preference for giving such responsibility to Mr. Babiš and ANO, irrespective of the result and possible parliamentary majorities.

ODIHR has previously observed four elections in the Czech Republic. The last ODIHR Election Assessment Mission concluded that the 2017 parliamentary elections "were competitive and pluralistic. Voters had a wide choice of candidates from an extensive spectrum of political parties. Contestants were able to campaign freely and all fundamental freedoms were largely respected".

² See all previous ODIHR [election-related reports on the Czech Republic](#).

³ After the 2017 parliamentary elections, the Chamber of Deputies included ANO (78 seats), Civic Democratic Party (ODS, 25 seats), Pirate Party (22 seats), Freedom and Direct Democracy (SPD, 22 seats), KSČM (15 seats), ČSSD (15 seats), Christian Democratic Union - Czechoslovak People's Party (KDU-ČSL, 10 seats), TOP 09 (7 seats), and Mayors and Independents Movement (STAN, 6 seats).

⁴ Mr. Babiš is a billionaire who entered politics in 2012 and is said to control a significant part of national media. Just a few days before elections, Mr. Babiš's businesses were again under the spotlight following international revelations about acquisition of a luxury property via offshore companies.

IV. ELECTION ADMINISTRATION

A. ELECTION MANAGEMENT BODIES

The elections were administered in a decentralized manner by multiple bodies and institutions at national, regional and local levels, including the State Election Commission (SEC), the MoI, the Central Statistical Office (CStO), the MFA, 14 Regional Offices, 6,254 municipalities and 14,886 Polling Station Commissions (PSC). All ODIHR EET interlocutors expressed full confidence and trust in the professionalism and impartiality of the institutions administering elections.

The SEC is a permanent body composed of ten members, including representatives from the Office of the president, ministries with responsibilities in electoral process, and the CStO, and is chaired by the Minister of Interior.⁵ The SEC co-ordinates the conduct of elections, and approves and publishes election results. Political parties, movements and coalitions have no representation in the SEC, and its meetings take place on an *ad hoc* basis, behind closed doors, despite a previous ODIHR recommendation. The law also does not provide for citizen and international election observation. The ODIHR EET was not able to observe any SEC meetings as well.

Consideration could be given to opening the SEC meetings to the public and political parties

The MoI oversees the technical aspects of elections, including distribution of voter registration data to municipalities and production of ballot papers and envelopes.⁶ For these elections, in order to facilitate the participation of persons with disabilities in elections, the MoI prepared several videos with subtitles and sign language and an information leaflet in an easy-to-read format. Positively, ballot paper envelopes sent to voters contained an information sheet with QR-codes linked to the websites with information adapted for voters with special needs.

Some ODIHR EET interlocutors raised concerns that the personnel of care institutions or public guardians rarely inform their wards on electoral matters, including due to lack of clear guidelines or practice to keep persons with disabilities informed about exercising their voting rights. According to several ODIHR EET interlocutors, physical accessibility of some polling stations remains an obstacle. The ODIHR EET, while visiting polling stations in old school buildings, noted that some had no accessibility ramps or lifts to provide access to voters in wheelchairs.

Considerations should be given to raising awareness and providing training for public authorities about the electoral rights of persons with disabilities and possible forms of facilitation of their rights.

The Regional Offices are responsible for the registration of candidate lists in the respective constituencies, provide logistical support to the CStO and train the PSCs. For these elections, approximately 44,000 PSC members received mandatory training on election day proceedings.⁷

The CStO is responsible for the tabulation of election results at regional and central levels. It administered 507 voting results collection points across the country, where the PSCs delivered the voting results protocols. The tabulation observed by the ODIHR EET at one collection point was well administered and transparent. The CStO displayed on its website the incoming voting results by polling stations in real time, including from stations abroad, in a transparent and professional manner.

⁵ The current SEC members include five women and five men.

⁶ The MoI does not collect and administer centralized data about the number of voters ahead of an election.

⁷ In two polling stations observed by the ODIHR EET, no proper reconciliation ahead of counting was implemented by the PSC members.

Municipalities are in charge of informing voters about the voting time and place, administering voter lists, distributing ballots to voters, setting up polling stations, and appointing the PSCs. Political parties, movements and coalitions running in elections were entitled to nominate one member and one substitute member to each PSC. If there was an insufficient number of party nominees, vacant positions within the PSCs were filled with municipal workers or volunteers appointed by mayors.

B. VOTING METHODS

The municipalities had to inform voters by 23 September where to go to the polls and mail them a set of ballot papers by 5 October except for voters without permanent residence or homeless people.⁸ According to the CStO information released after elections, there were 8,275,752 registered voters.

Citizens had several options to exercise their right to vote besides casting their ballots in-person at their respective polling stations. Voters could apply for an Absentee Voting Certificate (AVC) at the municipal authorities of their permanent residence to be able to vote at any polling station within or outside the country.⁹ If an AVC was not delivered to a voter, the latter would not be able to get a duplicate and vote. The MoI explained the lack of possibility to issue a duplicate due to absence of any centralised data on use of the AVCs and informed the ODIHR EET, that it had prepared draft amendments of the relevant legal provisions with the aim of strengthening the guarantees of universal suffrage.¹⁰

As previously recommended, considerations could be given to creating a central voter register with a view to integrate nationwide voter registration data, facilitate cross-checks of voter lists against multiple or faulty entries, and control the use of the absentee voting certificates.

In July 2021, in light of the COVID-19 pandemic, the parliament approved a government bill on special voting methods applied in case of sanitary emergency. As this was the case during these elections, special methods were available for voters in quarantine or isolation and for those sick with the COVID-19, and special rules were applied for the administration of elections and the determination of the results of elections. Despite changes of the voting procedures made late in the process, all ODIHR EET interlocutors expressed confidence in the legal framework and regarded it conducive to holding democratic elections.

Those voters who qualified for the special arrangements could cast their vote from their vehicles in drive-through polling stations two days prior to the first day of polling.¹¹ Another option of special voting introduced by the new law was mobile voting of eligible voters in the quarantine residence facilities the day preceding the first day of voting. A third option offered qualified voters to request respective Regional Offices to provide a mobile ballot box at home.¹² All the ballot boxes used for special voting due to the COVID-19 pandemic were stored until the end of the polling and were then counted by the special counting commissions at the Regional Offices.

⁸ Around 400,000 people without permanent residence are registered in town halls and receive ballots there.

⁹ The municipal offices had to issue the AVCs no earlier than 23 September. A voter could apply for an AVC in writing by 1 October, accompanied with an officially certified signature; electronically, via the data box, also by 1 October; and in person until 6 October. The AVCs are produced by the MoI and contain serial numbers and watermarks as security features.

¹⁰ OSCE participating States, in Paragraph 7.3 of the 1990 OSCE Copenhagen Document, committed to “guarantee universal and equal suffrage to adult citizens”. See also Section 1.2 of the 2002 Venice Commission [Code of Good Practice in Electoral Matters](#).

¹¹ In total, 1,601 voters in quarantine or isolation used the opportunity to vote at 82 drive-through polling stations.

¹² The mobile ballot option could only be requested by telephone no later than 20:00 the day before the first day of voting and was used by about 1,200 voters.

In line with the SEC guidelines, voters had to wear face masks, use hand disinfectants provided in polling stations, and follow social distancing protocol inside polling stations.¹³ In a few polling stations visited by the ODIHR EET, the COVID-19 related measures were generally adhered to.

Voters living abroad need to register at their respective embassy to be included in a special voter list.¹⁴ For these elections, 18,808 voters registered abroad and were removed from the voter list at their permanent address. The out-of-country votes are counted at the diplomatic missions abroad and allocated to 1 of the 14 constituencies pre-selected randomly. Several ODIHR EET interlocutors advocated for introduction of postal voting for those abroad and strengthening guarantees for secret voting at small polling stations.¹⁵

V. ELECTION CAMPAIGN

The campaign period starts from the official call of the elections and continues until the promulgation of election results. There is no campaign silence period, but it is not allowed to campaign on election days at the voting premises and in their immediate vicinity.¹⁶ The president has to announce the dates for holding elections no later than 90 days from the voting, but the law does not specify how early this announcement can be done. Many ODIHR EET interlocutors noted that this gap in the law and call of elections too far from election day benefits well-established parties and those holding public office.¹⁷ Some ODIHR EET interlocutors also noted that protracted campaign makes it difficult for smaller parties to plan and budget their campaign activities.¹⁸

Many ODIHR EET interlocutors informed that the campaign was very low key for several months, gaining momentum in August when billboards and stands displayed campaign materials in the streets, and paid advertisements appeared on the Internet and social networks, going into full swing three weeks before the vote.

In order to guarantee level playing field and to ensure equal opportunities to all contestants, consideration could be given to determine a set timeframe for the duration of the election campaign, detached from the date of the announcement of elections.

The law stipulates honesty and integrity in the conduct of the election campaign and prohibits publication of untruthful information with regard to candidates, parties, movements, or coalitions. Besides the contestants, natural or legal persons may also register as a third party and independently campaign in favour or against any candidacy. Each printed and broadcast campaign material must be labelled with data on who ordered and who produced it. Municipal authorities have to designate locations where contestants may post their campaign materials free of charge and on an equal basis.

The Constitution guarantees fundamental freedoms, and contestants could freely reach out to citizens in an overall competitive, but polarized campaign. The most recurrent topics were the economic

¹³ The MoI issued a directive on the provision of resources for hygiene and anti-epidemic measures in the elections.

¹⁴ Voters residing abroad could vote at 110 embassies and 1 special polling station for UN soldiers. According to the MFA, there are some 500,000 Czech citizens living abroad.

¹⁵ In 2021, 50 senators prepared a bill to introduce postal voting for voting abroad, which did not find the necessary support of the government and the Chamber of Deputies.

¹⁶ Publishing of opinion polls is prohibited within the last three days before the voting.

¹⁷ The President called these elections on 28 December 2020, and the election campaign formally lasted for more than nine months.

¹⁸ The campaign expenditure ceiling is limited to CZK 90 million per contestant (some EUR 3.6 million) regardless of the duration of the election campaign. EUR 1 is approximately CZK 25.5 (*Czech Koruna*).

situation, the social welfare, the fight against corruption and illegal immigration. The geostrategic orientation of the country also featured in the campaign, including its position inside the EU, the co-operation with the Visegrád group and its relation with China and Russia.¹⁹ Notably, the COVID-19 pandemic did not have an important echo in the campaign discussions.

Political parties used both conventional and online tools to address voters. With some exceptions, contestants refrained from organizing large events, and most public outreach was done through small format meetings, including distribution of printed materials. There were no specific COVID-19 related measures impeding the conduct of the campaign. In the events observed by the ODIHR EET, social distancing was not maintained, and most participants were not wearing face masks.

According to ODIHR EET party interlocutors, posters and billboards were mostly displayed inside and around the public transportation hubs in urban areas, while in smaller towns, parties preferably used the free spaces allocated by the municipalities and had more direct interaction with voters, including door-to-door canvassing. The ODIHR EET was not aware whether contestants reached out to persons with disabilities, either through easy-to-read or other adapted materials.

The Prime Minister and his party ANO were mainly challenged by the newly created conservative-right coalition *SPOLU* (Together) and the liberal coalition of Pirate Party and STAN.²⁰ The tone of the campaign was harsh, with charged language and personal attacks between candidates, at times bordering on insult, particularly between the Prime Minister and the leader of the Pirate Party.²¹ The campaign was prominent in social networks, especially through *Facebook*, *YouTube* and *Instagram*, including the use of paid advertisements. Many ODIHR EET interlocutors from parties and civil society pointed out the considerable negative impact of disinformation on the campaign. According to many ODIHR EET interlocutors, fake news and misleading messages, in particular about illegal immigration, were extensively spread through social networks and emails. The prominent targets of disinformation were the Pirate Party, and to a lesser extent ANO and the *SPOLU* coalition. While it was not possible to identify the sources of disinformation, some political actors synchronized their campaign narratives to the disinformation contents thus amplifying their effect.²²

Members of the government benefited from their official position along the lengthy campaign. This amplified the advantage of incumbency, especially in media, and some civil society interlocutors of the ODIHR EET described this as ‘privatization of the public interest’.²³ ANO representatives met by the ODIHR EET acknowledged that their candidates had no need to hold an intense campaign

¹⁹ The Visegrád Group is a cultural and political alliance of the four Central European EU member states: Czech Republic, Hungary, Poland and Slovakia.

²⁰ Coalition *SPOLU* was composed of ODS, KDU-CSL and TOP09. A third coalition which contested in these elections consisted of *Tricolor*, Free Citizens and Freeholders (TSS).

²¹ For example, on 4 June, Ivan Bartoš, leader of the Pirate Party, used the party’s *Facebook* [account](#) to call Mr. Babiš liar and incompetent for posting a message on *Twitter* accusing the Pirate Party of plans to take people’s houses and give them to illegal immigrants. On 16 July, the Pirate Party filed a lawsuit at the regional court in Prague against Mr. Babiš for spreading lies and disinformation. On 1 September, during the TV [debate](#) at CNN Prima News, after the leader of ANO interrupted his opponents, Mr. Bartoš made offensive comments about Mr. Babiš and then about Marian Jurečka, the representative of the *SPOLU* coalition. In the last days of the campaign, ANO published a [video](#) portraying the Pirate Party as a horde of people waving placards reading “Refugees Welcome!”, “Tax People’s Flats!” and “Lower Pensions!”

²² For instance, some ODIHR EET interlocutors claimed clear correlation between the intensity of disinformation against the Pirate Party and their decline in the opinion polls.

²³ For example, on 2 October, Prime Minister Babiš and Minister of Transport and Finance Karel Havlíček participated in the opening of the last Section of the renovated segment of highway Prague-Brno. On 4 October, Mr. Babiš sent a letter labelled as campaign material to every household in the Czech Republic asking for support to ANO, but signing it as “your Prime Minister”.

activity because they were constantly in the focus due to their official responsibilities. Extensive use of public office blurred the line between public function and campaign activity, at odds with the 1990 OSCE Copenhagen Document.²⁴

To prevent the misuse of office and state resources, additional legal safeguards should be considered to regulate the campaign activity of candidates holding public positions, including the introduction of dissuasive and timely sanctions.

A vibrant sector of non-partisan civil society organizations played a very important role strengthening the transparency of the process, by monitoring the accountability of the campaign finance, fact-checking content in social networks, and tracking disinformation schemes. Some civil society organizations were politically involved, actively campaigning as third parties on behalf or against certain contestants.²⁵

VI. MEDIA

A. MEDIA LANDSCAPE

The media landscape is vibrant and pluralistic, yet the ownership of the major media houses by a handful of local magnates casts a shadow over their editorial independence.²⁶ It gives reason for concern as the media linked to these houses reach over 50 per cent of all media weekly audiences.²⁷ While actual proof of owners' interference is limited, almost all ODIHR EET shared a widespread perception that the media ownership concentration stifled critical reporting on Mr. Babiš and his government.

There are no specific thresholds for media cross-ownership.²⁸ Some limits exist on the number of broadcasting licences a physical or legal person can own, yet this rule is not extended to print media. When examining the sales or mergers of the media houses, the Office of Protection of Competition analyses the economic impact of new ownership structures, but no regulator evaluates their impact on media plurality.²⁹ The Law on Conflict of Interest, which aims to prevent political affiliations of

²⁴ Article 5.4 of the [1990 OSCE Copenhagen Document](#) states that there must be “a clear separation between the State and political parties; in particular, political parties will not be merged with the State”.

²⁵ Despite legal requirement, the civil society organization Million Moments for Democracy, which was actively campaigning against Mr. Babiš and promoting the vote for the coalitions *SPOLU* or Pirates and STAN, did not register as a third party with the Office for the Oversight of Financing of Political Parties and Movements.

²⁶ Paragraph 40 of the 2011 [ICCPR General Comment No.34](#) requires that “States parties should take appropriate action [...] to prevent undue media dominance or concentration by privately controlled media groups in monopolistic situations that may be harmful to a diversity of sources and views”.

²⁷ According to some [Czech media researchers](#), four media groups owned by business magnates dominate the media market. These groups individually reach between 28.1 and 68.3 per cent of the audience weekly, with the largest share belonging to media house *MAFRA*, which is part of a conglomerate owned by Mr. Babiš. Among other titles, it publishes a leading daily newspaper *Mladá Fronta Dnes*.

²⁸ Section I of the [Council of Europe's Committee of Ministers Recommendation No R \(99\)1 on Measures To Promote Media Pluralism](#) invites Member States to “consider the introduction of legislation designed to prevent or counteract concentrations that might endanger media pluralism at the national, regional or local levels [and] examine the possibility of defining thresholds [...] to limit the influence which a single commercial company or group may have in one or more media sectors”.

²⁹ For example, the 2015 *Penta* investment group’s buying of regional paper *Deník* (73 local versions) *de facto* monopolized regional daily press.

owners of the media, continues to generate controversy over the possibility to circumvent it.³⁰ Positively, information about ownership is available free of charge on commercial register.

To safeguard media pluralism authorities should consider introducing a threshold for media ownership and cross-ownership, and extending these regulations to all types of media.

The negative effect of ownership concentration is partially offset by smaller outlets, both digital and print, which produce more in-depth and investigative journalism. However, their reach and impact, apart from offspring of local online giant *Seznam*, is limited, and they are not financially stable. High Internet usage by Czech citizens increases the role of online media as a source for political information, although so far television (TV) remains the most popular.³¹

The TV market is dominated by public *Česká televize (ČT)* and the private *TV Nova* and *TV Prima*.³² According to many ODIHR EET interlocutors, the public broadcasters enjoy high trust in Czech society as an influential and impartial source of news. However, the events surrounding the appointment of the new members of the ČT council in 2020-2021 raised concerns of intentions of that time ruling coalition to politicize oversight and erode broadcasters' independence.³³ Various activities of some new members of the council against the ČT director general were perceived by some ODIHR EET interlocutors as aimed at removing him from the position and subsequently taming the news coverage and investigative programmes.³⁴

The independence of public broadcasters should be respected, with effective safeguards in place for allowing dismissal of management only on well-founded grounds and for appointing public broadcasters' oversight bodies in a manner independent of political interference.

B. LEGAL FRAMEWORK

Freedom of expression is enshrined in the fundamental law and generally respected. Contrary to international standards, defamation remains a criminal offence, and criminal sanctions are regularly

³⁰ After the Law of Conflict of Interest entered into force in 2017, Mr. Babiš placed his *Agrofert* holding, including media companies, into two trust funds. In 2020, the European Commission concluded that Mr. Babiš was controlling the trusts. Upon the complaint of *Transparency International*, in September 2021, the Černošice Municipal Authority ruled that the Prime Minister was in conflict of interest due to media ownership. Mr. Babiš was fined CZK 250,000, the maximum for the offence. Mr. Babiš stated he would appeal.

³¹ Source: [Reuters Institute, Digital News Report 2021](#).

³² ČT operates seven channels, including a 24-hour news channel and a dedicated outlet for the elderly people. Public radio *Český rozhlas* operates 12 stations, some of them accessible only online, including a dedicated channel for analytical journalism.

³³ Candidates for members of councils of public broadcasters are proposed by civil society organizations without any required media expertise. They are approved by parliament and are supposed to act politically independently. The councillors can be dismissed altogether if the parliament does not approve relevant council's annual reports twice in a row. In 2020, news leaked that a representative of the ruling ANO party was instructing MPs to vote for candidates who are ideologically close.

³⁴ Directors of public broadcasters are approved or dismissed by their oversight councils that also approve their budgets. Dismissal of the ČT director general requires the votes of 10 out of 15 councillors. After the elections started, one of the new ČT council members brought up allegations against the ČT director general claiming various conflicts of interest. After local and [international](#) media advocacy organisations voiced [concerns](#), opposition stalled the appointment of the missing members leaving the ČT council with only nine members. According to Paragraph 16 of [ICCPR General Comment 34](#), "State parties should ensure that public broadcasting services operate in an independent manner. In this regard, States parties should guarantee their independence and editorial freedom. They should provide funding in a manner that does not undermine their independence".

applied, although seldom in political cases.³⁵ In 2018, several MPs tabled the draft amendments to the Penal Code in the lower house of parliament to repeal the criminal sanctions for defamation. While the government supported such changes, the draft bill did not reach the first reading by the outgoing parliament.³⁶

Criminal sanctions for defamation should be repealed in favour of proportionate civil sanctions.

Overall, free access to public information is ensured as mandated by law, yet notable exceptions have been recorded. In May 2021, the Office of the president accused four media outlets, including referring to two programmes of ČT, of spreading disinformation and announced that it would not provide information to them. One of the outlets, daily *Deník N*, challenged the decision in court as a violation of constitutional right to receive information from the state institutions.

Several laws regulate the media coverage of the campaign, including laws on parliamentary elections, on radio and TV broadcasting, on public broadcasters. All broadcasters are required to provide a balanced and neutral coverage of any party or movement within their news and political programmes. Public broadcasters supplemented those rules with internal guidelines on campaign coverage and published these on their websites well in advance of election days. Paid advertising is allowed only in print and online media, but the law envisages generous 14 hours of free airtime for all contestants on public TV and radio.

The Council for Radio and Television Broadcasting (CRTB) is the oversight body for audio-visual media. The CRTB also monitored the fairness of coverage in TV debates in these elections, but the findings are published only after elections so as not to interfere in the process. Media-related complaints can also be submitted to councils of public broadcasters and to the courts. The ODIHR EET was aware of dozens of complaints filed to the CRTB by citizens and a party alleging a biased coverage, as well as several complaints submitted to ČT council, Czech Radio council and courts, but all were reviewed only after elections. As a result, in a case of serious violations, there would not be a prompt remedy to rectify the imbalance of the coverage.

C. CAMPAIGN COVERAGE IN THE MEDIA

The newspapers, radio, online outlets, as well as public and private TV extensively covered the campaign in their regular news editions and programmes, as well as by organizing electoral debates.³⁷ Such programming helped the voters to make an informed choice. Many ODIHR EET interlocutors regarded the media coverage of the campaign as mostly fair towards the contestants, with certain bias in favour of Mr. Babiš exhibited by the media affiliated with him.

ČT had set a threshold of 7 per cent support level in opinion polls combined with a representation in regional councils for parties to receive an invitation to the main debates, thus limiting the number of participants. Other parties were given sufficient opportunity to appear in other programmes and use

³⁵ According to the Ministry of Justice, during 2016 – 2020, 247 people have been prosecuted and 75 convicted for defamation. In 2017, President Zeman initiated a criminal case against Brno municipal councillor Svatopluk Bartík, who had posted on *Facebook* unproven claims about Mr. Zeman's health (later Mr. Bartík deleted the post). Mr. Zeman was also seeking civil damages. In February 2019, the Public Prosecutor's Office in Brno closed this criminal case without charge. In April 2021, the Court of Appeal confirmed the lower court's decision in the civil case that Mr. Bartík had to apologize and pay Mr. Zeman CZK 250,000 (about EUR 10,000).

³⁶ According to Paragraph 47 of the [2011 CCPR General Comment No.34 to the ICCPR](#), "States parties should consider the decriminalization of defamation and, in any case, the application of the criminal law should only be countenanced in the most serious of cases and imprisonment is never an appropriate penalty".

³⁷ According to the ODIHR methodology, the ODIHR EET did not conduct a comprehensive media monitoring.

free airtime, so that the public was able to hear their views. Two small parties challenged ČT decision not to invite them to the debates together with the main contenders.³⁸ To increase the interest of the audience in the debates, ČT developed an artificial intelligence anchor that was questioning the candidates on a basis of its analysis of programmes, biographies and other public data.

Several international and media advocacy organisations have previously expressed concerns regarding threats and hostile rhetoric about journalists and media outlets, especially in cases emanating from high-ranking politicians and public officials.³⁹ Such instances were also observed in these elections. The Prime Minister refused to be interviewed by media outlets which he considered unsympathetic or hostile, and they were expelled from several ANO campaign events.⁴⁰ The ODIHR EET was also informed of similar attitudes to journalists by the leader of SPD and actions of SPD supporters on social networks.⁴¹

Public officials and other political figures shall refrain from using derogatory or inflammatory language against journalists due to fulfilment of their professional duties.

VII. ELECTORAL PARTICIPATION OF WOMEN

The Constitution and the Charter of Fundamental Rights and Freedoms, which form part of the constitutional order of the Czech Republic, do not specifically address equality between women and men; however, fundamental rights and freedoms are guaranteed for all.⁴² There is no specific law aimed at promotion of gender equality, but the UN Convention on the Elimination of all Forms of Discrimination Against Women (CEDAW) is included in the constitutional order of the country.

Women remain underrepresented in public and political life. In the newly elected Chamber of Deputies, the number of women elected has increased from 45 (22.5 per cent) to 50 (25 per cent).⁴³ In the outgoing government, only 4 of 15 cabinet ministers were women. Although the total share of women standing as candidates for these elections was 31.7 per cent, positions of women on the

³⁸ The Greens Party, which was not included in the main TV debates, petitioned the court, but the decision was expected only after the elections. *Tricolor* complained to the CRTB for being not admitted to the TV debates, but ČT included representatives of *Tricolor* in the main debate as it had approached 7 per cent support in opinion polls.

³⁹ See, for example, UN HRC [Concluding observations on the fourth periodic report of Czechia](#) (6 December 2019, CCPR/C/CZE/CO/4), Paragraphs 36 and 40.

⁴⁰ Besides campaign events, on 29 September, *Seznam Zprávy*, *Investigace.cz*, as well as *Le Monde*, *Die Zeit* and *MDR* were not admitted to the joint press conference of Mr. Babiš and the visiting Hungarian Prime Minister Viktor Orbán on pre-text of COVID-19 restrictions and lack of space. Shortly afterwards, Mr. Babiš's bodyguards pushed away journalists from *investigace.cz* and BBC who were trying to ask Mr. Babiš questions about his involvement in the *Pandora Papers*. The Chief of Police justified actions of protection officers with their primary task to protect the official from potential harm.

⁴¹ The 2014 [OSCE Safety of Journalists Guidebook](#) (p.29) states “Elected politicians and all who hold high office are called on to demonstrate their unequivocal commitment to respecting press freedom and the safety of journalists”.

⁴² The Anti-Discrimination Law further elaborates on definitions on discrimination and acceptable forms of different treatment.

⁴³ In the Senate, the number of women is 12 of 81 senators (14.8 per cent).

candidate lists continued to be low, and women rarely led the candidate lists.⁴⁴ Thirteen women were elected in these elections by preferential votes.⁴⁵

Despite previous ODIHR recommendation, no temporary special measures or any other mechanisms have been introduced to promote participation of women in elections.⁴⁶ None of the eight contestants leading the polls applied any internal party quotas to achieve balanced representation of women and men in their candidate lists.⁴⁷

The Government Gender Equality Strategy 2021-2030 acknowledges that the current soft measures aimed at increasing the participation of women in politics are proving ineffective.⁴⁸ The CEDAW Committee, among other international treaty bodies, has repeatedly recommended temporary special measures to be adopted, including that the Election Law be amended to implement the “zipper” system for election candidates.⁴⁹ Several ODIHR EET interlocutors opined that besides any temporary measures, women’s full and effective participation in public and political life should be fostered by means of comprehensive legal, institutional, and educational initiatives.

Several ODIHR EET interlocutors listed practical and structural obstacles that hinder stronger representation of women in political and public life. Among the issues mentioned were the shortage of public childcare and affordable private childcare options for children under three years of age. When combined with parental leave and big gender pay gap, this situation makes it harder for parents to have a more equitable division of childcare and household work. This creates structural barriers to women’s labour force participation and negatively affects gender equality more broadly. Further, persisting gender stereotypes with regards to the role of women in the family were identified as contributing factors that diminish women’s motivation to strive for public and political office.

Comprehensive efforts by the state and political parties should be made to promote women’s effective participation and decision-making in public and political life. Special measures to increase number of women in elected positions should be considered. Among others, a system linking public funding of parties to a requirement for making a gender audit could be established, with an aim to review current intra-party practices that curb equitable representation of women within party structures.

Various ODIHR EET interlocutors noted that at times media coverage of women candidates focused on issues of private life rather than substantial political discussions. Further, visibility of women candidates in public debates was very low. Among the eight leading candidates participating in the “super debate” in ČT on 6 October, there was only one woman.⁵⁰ Concerns were raised by many ODIHR EET interlocutors that female candidates were often affected by sexist and misogynistic

⁴⁴ While all contestants could nominate 14 candidate lists (one per constituency), the SPD, *Přísaha* and ANO had 5 women in leading positions each; KSČM had 4 women leading their lists, Pirates and STAN as well as the ČSSD had 2 women in leading positions each, and *SPOLU* coalition had only 1 woman leading a candidate list. A notable exception to the pattern was the Greens Party, with nine women heading the candidate lists.

⁴⁵ Ten women were elected from STAN; one from ANO; one from TOP09 and one from KDU-CSL. Notably, in order to support election of women, a civic initiative “Circle a woman” advocated voters to make a preferential vote in favour of a female candidate.

⁴⁶ In 2015, there was an attempt to amend the Election Law to introduce minimum 40 per cent quota for each gender in candidate lists, but the draft amendment was discussed and rejected by the government.

⁴⁷ The ČSSD abolished the internal quota in 2019. The Greens Party apply internal gender quota for the candidate lists, but received less than 1 per cent of the votes.

⁴⁸ See the Government [Gender Equality Strategy 2021-2030](#), Paragraph. 4.1.1.

⁴⁹ See Paragraph 23 (a) of the 2016 [Concluding observations on the sixth periodic report](#) of the CEDAW Committee, the 2018 [Follow-up Letter on Concluding Observations](#) of the CEDAW Committee, as well as Paragraph 19 of the 2019 UN HRC [Concluding observations on the fourth periodic report of Czechia](#).

⁵⁰ The chairperson of the *Tricolor* party who is also the leader of the TSS coalition.

remarks, body-shaming and hostile comments in social networks.⁵¹ According to the information available to the ODIHR EET, there were only two Romani women competing in these elections.⁵²

VIII. RECOMMENDATIONS

These recommendations, as contained throughout the text, are offered with a view to enhance the conduct of elections in the Czech Republic and to support efforts to bring them fully in line with OSCE commitments and other international obligations and standards for democratic elections.⁵³ These recommendations should be read in conjunction with prior ODIHR recommendations, which remain to be addressed. ODIHR stands ready to assist the authorities to further improve the electoral process and to address the recommendations contained in this and previous reports.

A. PRIORITY RECOMMENDATIONS

1. As previously recommended, considerations could be given to creating a central voter register with a view to integrate nationwide voter registration data, facilitate cross-checks of voter lists against multiple or faulty entries, and control the use of the absentee voting certificates.
2. To safeguard media pluralism authorities should consider introducing a threshold for media ownership and cross-ownership, and extending these regulations to all types of media.
3. Comprehensive efforts by the state and political parties should be made to promote women's effective participation and decision-making in public and political life. Special measures to increase number of women in elected positions should be considered. Among others, a system linking public funding of parties to a requirement for making a gender audit could be established, with an aim to review current intra-party practices that curb equitable representation of women within party structures.

B. OTHER RECOMMENDATIONS

Election Administration

4. Consideration could be given to opening the SEC meetings to the public and political parties.
5. Considerations should be given to raising awareness and providing training for public authorities about the electoral rights of persons with disabilities and possible forms of facilitation of their rights.

⁵¹ Several ODIHR EET interlocutors acknowledged having been either themselves verbally harassed, or being aware of female colleagues or friends falling victims of such conduct, most often by private messages but also public remarks on social networks.

⁵² Out of six candidates of Romani origin, one woman stood on the candidate list of the Greens party (No.7 in Prague), and the other - on the list of the SDP (No.16 in Ustesky region). The UN HRC expressed concern in its [Concluding observations on the fourth periodic report on Czechia](#) of the underrepresentation of Roma in political life, recommending in Paragraph 15 (a) to "take effective measures to increase the representation of the Roma community at State bodies at both the national and local levels, including in Parliament, if necessary through appropriate temporary special measures".

⁵³ According to Paragraph 25 of the [1999 OSCE Istanbul Document](#), OSCE participating States committed themselves "to follow up promptly the ODIHR's election assessment and recommendations". The follow-up of prior recommendations is assessed by the ODIHR EET as follows: recommendations 4, 8 and 18 from [the final report on the 2017 parliamentary elections](#) are partially implemented. See also the [ODIHR Electoral Recommendations Database](#).

Election Campaign

6. To prevent the misuse of office and state resources, additional legal safeguards should be considered to regulate the campaign activity of candidates holding public positions, including the introduction of dissuasive and timely sanctions.
7. In order to guarantee level playing field and to ensure equal opportunities to all contestants, consideration could be given to determine a set timeframe for the duration of the election campaign, detached from the date of the announcement of the elections.

Media

8. The independence of public broadcasters should be respected, with effective safeguards in place for allowing dismissal of management only on well-founded grounds and for appointing public broadcasters' oversight bodies in a manner independent of political interference.
9. Criminal sanctions for defamation should be repealed in favour of proportionate civil sanctions.
10. Public officials and other political figures shall refrain from using derogatory or inflammatory language against journalists due to their fulfilment of their professional duties.

ANNEX: FINAL RESULTS

CONTESTANT	VALID VOTES	PERCENTAGE	MANDATES
1. Greens Party	53,343	0.99	-
2. Swiss Democracy	16,823	0.31	-
3. Free Bloc	71,587	1.33	-
4. Freedom and Direct Democracy	513,910	9.56	20
5. Czech Social Democratic Party	250,397	4.65	-
6. Vote Right Bloc www.cibulka.net	586	0.01	-
7. Alliance of National Forces	5,167	0.09	-
8. <i>Tricolor</i> , Free Citizens, Freeholders (TSS)	148,463	2.76	-
9. Alliance for the Future	11,531	0.21	-
10. The Springs Movement	8,599	0.15	-
11. The Left	639	0.01	-
12. The Oath of Robert Šlachta (<i>PŘÍSAHA</i>)	251,562	4.68	-
13. <i>SPOLU</i>	1,493,905	27.79	71
14. Seniors21	3,698	0.06	-
15. Urza.cz: We don't want your votes	6,775	0.12	-
16. Czech Crown	8,635	0.16	-
17. Pirates and STAN	839,776	15.62	37
18. Communist Party of Bohemia and Moravia	193,817	3.60	-
19. Moravian Land Movement	1,648	0.03	-
20. ANO 2011	1,458,140	27.12	72
21. We will open the Czech Republic to normal life	21,804	0.40	-
22. Moravians	14,285	0.26	-

Number of voters registered	Number of voters who voted	Turnout, per cent
8,275,752	5,414,637	65.43

Source: Data of the Czech Statistical Office.⁵⁴

⁵⁴ More detailed election results can be accessed on the [CStO website](#).

ABOUT ODIHR

The Office for Democratic Institutions and Human Rights (ODIHR) is the OSCE's principal institution to assist participating States "to ensure full respect for human rights and fundamental freedoms, to abide by the rule of law, to promote principles of democracy and (...) to build, strengthen and protect democratic institutions, as well as promote tolerance throughout society" (1992 Helsinki Summit Document). This is referred to as the OSCE human dimension.

ODIHR, based in Warsaw (Poland) was created as the Office for Free Elections at the 1990 Paris Summit and started operating in May 1991. One year later, the name of the Office was changed to reflect an expanded mandate to include human rights and democratization. Today it employs over 150 staff.

ODIHR is the lead agency in Europe in the field of **election observation**. Every year, it co-ordinates and organizes the deployment of thousands of observers to assess whether elections in the OSCE region are conducted in line with OSCE Commitments, other international obligations and standards for democratic elections and with national legislation. Its unique methodology provides an in-depth insight into the electoral process in its entirety. Through assistance projects, ODIHR helps participating States to improve their electoral framework.

The Office's **democratization** activities include: rule of law, legislative support, democratic governance, migration and freedom of movement, and gender equality. ODIHR implements a number of targeted assistance programs annually, seeking to develop democratic structures.

ODIHR also assists participating States' in fulfilling their obligations to promote and protect **human rights** and fundamental freedoms consistent with OSCE human dimension commitments. This is achieved by working with a variety of partners to foster collaboration, build capacity and provide expertise in thematic areas, including human rights in the fight against terrorism, enhancing the human rights protection of trafficked persons, human rights education and training, human rights monitoring and reporting, and women's human rights and security.

Within the field of **tolerance and non-discrimination**, ODIHR provides support to the participating States in strengthening their response to hate crimes and incidents of racism, xenophobia, anti-Semitism and other forms of intolerance. ODIHR's activities related to tolerance and non-discrimination are focused on the following areas: legislation; law enforcement training; monitoring, reporting on, and following up on responses to hate-motivated crimes and incidents; as well as educational activities to promote tolerance, respect, and mutual understanding.

ODIHR provides advice to participating States on their policies on **Roma and Sinti**. It promotes capacity-building and networking among Roma and Sinti communities, and encourages the participation of Roma and Sinti representatives in policy-making bodies.

All ODIHR activities are carried out in close co-ordination and co-operation with OSCE participating States, OSCE institutions and field operations, as well as with other international organizations.

More information is available on the ODIHR website (www.osce.org/odihr).

L'ÉCONOMIE EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE¹

SITUATION ÉCONOMIQUE

Les perspectives économiques de la République tchèque restent incertaines en raison des séquelles de la pandémie, du retour de l'inflation et maintenant des conséquences de la guerre en Ukraine. En raison de la crise sanitaire, la République tchèque a enregistré en 2020 la pire récession (-5,6%) de son histoire. Le rebond de l'activité en 2021 avec une croissance à 3,3% est resté en deçà des prévisions, pénalisé par des difficultés d'approvisionnement dans l'industrie manufacturière. Face à un déficit de 4,5% du PIB en 2021, le nouveau gouvernement a fait de la réduction de la dette publique (dette de 102,13 milliards d'euros et déficit de 17,15 milliards d'euros en 2021) et de la maîtrise des finances publiques une priorité. Les conséquences de l'invasion russe en Ukraine sur l'économie tchèque sont importantes, marquées par une forte inflation (16% en rythme annuel en mai 2022) alimentée par la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, alors que le pays accueille un nombre toujours plus important de réfugiés (environ 360 000).

Les vulnérabilités structurelles de l'économie tchèque sont bien identifiées : face à l'insuffisance des investissements publics (avec notamment des irrégularités dans la gestion des fonds structurels), la stratégie nationale d'innovation 2019-2030 a prévu, pour préparer la montée en gamme de l'économie tchèque, d'augmenter le financement de la R&D pour atteindre 2% du PIB en 2020 et 3% en 2030 (contre 1,1% du PIB en 2000 et 1,8% du PIB en 2016). La stratégie prévoit une spécialisation dans le secteur de l'intelligence artificielle. La République tchèque devra également réaliser sa nécessaire transition énergétique, le charbon restant la principale source d'énergie.

1.<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/republique-tcheque/presentation-de-la-republique-tcheque/>

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES POUR LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE¹

Le PIB réel devrait croître de 2,3 % en 2022 et de 2,0 % en 2023, soit un peu moins qu'en 2021, où l'économie avait progressé de 3,5 %. Cette croissance plus faible résulte de l'exacerbation des perturbations de la chaîne d'approvisionnement à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et de la politique de zéro COVID de la Chine, ainsi que du taux d'inflation mondial élevé et du resserrement de la politique monétaire.

INDICATORS	2020	2021	2022	2023
GDP GROWTH (% , YOY)	-5,5	3,5	2,3	2,0
INFLATION (% , YOY)	3,3	3,3	13,9	5,8

L'économie tchèque a commencé l'année 2022 sur des bases solides, avec une croissance de 0,9 % en glissement trimestriel au premier trimestre, alimentée par une augmentation des investissements et une contribution positive des exportations nettes. Cependant, au deuxième trimestre de 2022, l'économie devrait se contracter, car les effets économiques négatifs de l'invasion russe en Ukraine devraient arriver à maturité. Pendant le reste de l'année 2022, la croissance économique devrait stagner, car l'augmentation du coût du financement et la réduction du revenu réel continuent de freiner l'activité économique. En 2023, la situation macroéconomique devrait s'améliorer, mais la croissance restera inférieure à sa moyenne historique. La production devrait dépasser son niveau pré-pandémique au deuxième trimestre de 2023.

Par rapport aux prévisions de printemps, la croissance du PIB réel est révisée à la hausse pour 2022 afin de refléter le solide premier trimestre au cours duquel les goulets d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement ont affecté l'économie industrielle de la République tchèque moins que prévu. La croissance de la production pour 2023 est revue à la baisse, conformément à la détérioration des perspectives macroéconomiques mondiales.

1.https://economy-finance.ec.europa.eu/economic-surveillance-eu-economies/czechia/economic-forecast-czechia_en



L'inflation augmente depuis le début de la reprise post-pandémique. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine viennent s'ajouter à ces pressions inflationnistes, en affectant, outre les prix de l'énergie et des autres intrants de production, les prix des produits agricoles. L'économie tchèque sera donc soumise à une inflation exceptionnellement élevée et généralisée en 2022, et devrait subir des effets de second tour sur les salaires, par exemple, qui contribuent à l'ampleur et à la persistance de l'inflation.

L'inflation devrait culminer au troisième trimestre de 2022, lorsque la croissance de l'IPCH devrait atteindre 16 % en glissement annuel. L'inflation devrait diminuer ensuite, lorsque l'impact de la perte de revenus réels et l'efficacité du resserrement de la politique monétaire devraient prévaloir.

L'inflation mesurée par l'IPCH devrait atteindre une moyenne de 13,9 % en 2022 et de 5,8 % en 2023. Cette révision à la hausse par rapport aux prévisions de printemps est due à une inflation plus élevée que prévu au premier semestre de 2022. L'inflation globale et l'inflation de base devraient converger au cours du premier semestre de 2023.

RAPPORT PAR PAYS DE LA COMMISSION¹

APERÇU DE L'ÉCONOMIE ET DE L'EMPLOI

Défis et opportunités sur la voie de la reprise

L'économie tchèque a connu une forte croissance avant la crise, rattrapant la moyenne de l'UE. La croissance d'avant la crise était tirée par une demande intérieure et un commerce extérieur solides. Une croissance annuelle moyenne du PIB de 2,5 % entre 2010 et 2019 (contre une moyenne européenne de 1,6 %) a assuré la convergence nationale vers la moyenne de l'UE. Au cours de ces années, le PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat a augmenté de 84 % à 93 % par rapport à la moyenne de l'UE. Une intégration plus poussée dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et un afflux important de fonds européens ont soutenu la croissance au cours de cette période. La Tchécoslovaquie est donc entrée dans la pandémie sur une base économique solide, avec une marge importante de soutien politique.

L'économie tchèque a été durement touchée par la pandémie, mais elle se redresse régulièrement. La pandémie de COVID-19 a entraîné une contraction soudaine du PIB en 2020, les mesures de confinement ayant perturbé l'activité économique, la confiance ayant chuté dans tous les secteurs économiques et la demande étrangère ayant chuté. En conséquence, le PIB réel s'est contracté de 5,8 % en 2020. Tout en se remettant de la récession de 2020, l'impact négatif des perturbations de la chaîne d'approvisionnement a continué à poser des problèmes à l'économie tchèque en 2021. Malgré cela, l'économie tchèque a rebondi de 3,3 % en 2021, bénéficiant de l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie et d'une forte consommation privée qui résulte également de l'épargne accumulée. L'activité économique devrait reprendre de la vigueur en 2022 et 2023, dépassant son niveau d'avant la pandémie. La croissance prévue est de 1,9 % en 2022 et de 2,7 % en 2023.

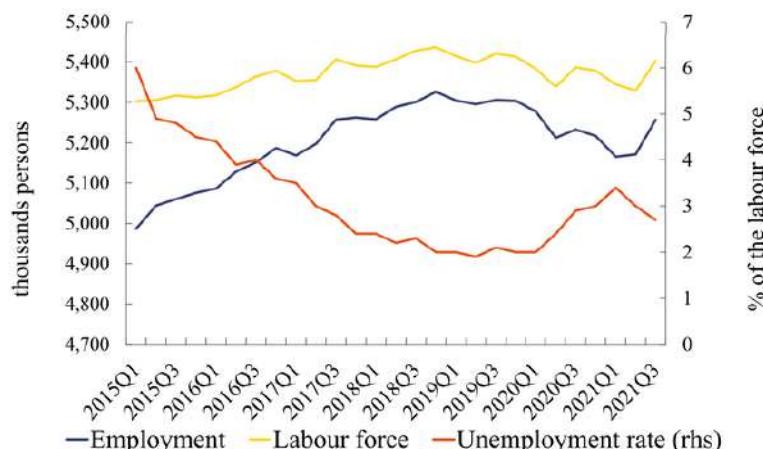
Les pressions inflationnistes ont augmenté. L'inflation des prix à la consommation a atteint 3,3 % en 2021, sous l'effet de la croissance rapide des prix des produits de base, des intrants de production et de l'évolution défavorable de l'offre. Une forte augmentation des prix réglementés de l'énergie et des effets indirects connexes, une croissance plus rapide des prix des denrées alimentaires et des augmentations des prix des services devraient contribuer à une nouvelle hausse de l'inflation cette année. En raison des pressions extrêmes sur les prix causées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie - en particulier dans le domaine des produits de base et, dans une moindre mesure, de la dépréciation connexe du taux de change de la couronne (CZK) - il est très probable que l'inflation augmente sensiblement, bien que temporairement, dans les mois à venir. Cela portera la hausse annuelle moyenne de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) à 11,7 % en 2022. Des anticipations d'inflation bien ancrées devraient empêcher les pressions temporaires sur les prix de s'installer durablement et permettre à l'inflation de ralentir à 4,5 % en 2023.

1.https://ec.europa.eu/info/files/2022-european-semester-country-report-czechia_en

Les performances du marché du travail tchèque sont restées solides tout au long de la crise, mais l'employabilité et l'activation de certains groupes restent un défi. La République tchèque a fait preuve d'une forte résilience sur le marché du travail, les taux de chômage et d'emploi à la fin de 2021 étant proches de leurs niveaux d'avant la crise et le taux de chômage étant parmi les plus bas de l'UE. Les régimes de chômage partiel "Antivirus I et II", tous deux soutenus par le Fonds social européen et l'instrument européen de soutien temporaire visant à atténuer les risques de chômage en cas d'urgence (SURE) (voir l'annexe 3), se sont avérés efficaces pour protéger l'emploi. À la fin de 2021, il y avait une pénurie de salariés dans la plupart des secteurs - notamment dans l'industrie manufacturière et dans la construction - et des régions, et le taux de chômage a diminué. Dans le même temps, le manque de main-d'œuvre qualifiée et les pénuries de compétences constituent un obstacle important à la diffusion de l'innovation.

Il existe des disparités sur le marché du travail et dans les résultats sociaux entre les groupes de population. Le taux de chômage devrait diminuer, passant de 2,8 % en 2021 à 2,6 % en 2023 (graphique 1.1). Cependant, les écarts de rémunération et d'emploi entre les sexes restent élevés, en partie à cause de l'offre encore limitée d'éducation et d'accueil de la petite enfance. L'impact de la parentalité sur l'emploi des femmes ayant de jeunes enfants reste parmi les plus élevés de l'UE. L'amélioration des résultats relativement faibles sur le marché du travail pour les groupes vulnérables, tels que les Roms et les personnes peu qualifiées, contribuerait à soutenir la mise en œuvre du pilier européen des droits sociaux et à atteindre l'objectif global de l'UE pour 2030 en matière d'emploi. La proportion de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale est parmi les plus faibles de l'UE, même si elle reste élevée pour certains groupes (par exemple les Roms, les femmes de plus de 65 ans) et certaines régions (par exemple le nord-ouest de la Bohême). Un soutien spécifique par le biais du Fonds social européen (FSE) a permis de stimuler l'emploi et de répondre aux besoins en matière de compétences.

Graph 1.1: Labour market indicators

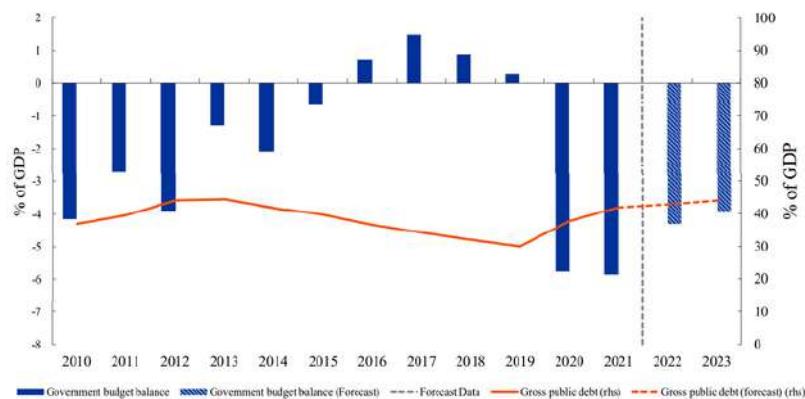


Source: Eurostat

Les régions tchèques sont confrontées à des défis différents. Alors que les régions les plus riches souffrent de l'inabordabilité des logements et des pressions exercées sur les réseaux de transport suburbains, les zones les plus pauvres sont confrontées à des problèmes découlant des pressions démographiques, de l'exclusion sociale et d'une attention insuffisante accordée à des domaines clés tels que la transition énergétique, l'innovation et la numérisation (voir annexe 15). La région de Prague est la seule région de la République tchèque classée comme fortement innovante.

Les finances publiques tchèques ont bien réagi pendant la pandémie, mais les mesures permanentes entraîneront un déficit à moyen terme. Avant le début de la pandémie, de 2016 à 2019, le budget tchèque était légèrement excédentaire et le ratio dette/PIB avait diminué à 30 % (graphique 1.2), soit l'un des plus bas parmi les États membres de l'UE. Au début de la pandémie, le gouvernement a pris des mesures pour soutenir les secteurs les plus touchés, maintenir l'emploi et stimuler la reprise économique. Le retrait progressif de ces mesures de soutien temporaires est envisagé en 2022 au plus tard, ce qui entraînera une diminution du déficit des administrations publiques, qui passera de 5,9 % en 2021 à 4,3 % en 2022. En raison des mesures à effet permanent (par exemple la réduction de l'impôt sur le revenu des personnes physiques), le déficit devrait rester à 3,9 % en 2023, au-dessus des niveaux pré-pandémiques. Le ratio de la dette publique au PIB devrait passer de 41,9 % en 2021 à 44,0 % en 2023.

Graph 1.2: Key fiscal indicators



Source: Eurostat

Les problèmes de viabilité budgétaire devraient s'intensifier à moyen et long terme en raison du vieillissement de la population. Le ratio de la dette au PIB devrait continuer à augmenter d'ici 2032, même s'il part d'un niveau relativement bas dans une perspective européenne. Conjuguée à l'augmentation prévue des dépenses liées au vieillissement, cette évolution de la dette devrait poser des problèmes de viabilité budgétaire (voir annexe 19). En particulier, le doublement prévu du taux de dépendance des personnes âgées (selon le rapport sur le vieillissement 2021 de la Commission européenne-CPE) et le plafonnement de l'âge de la retraite en République tchèque entraîneront une augmentation prévue des coûts totaux du vieillissement de 6,1 points de pourcentage d'ici 2070, répartis entre les dépenses de retraite, de soins de santé et de soins de longue durée. Ces défis devront être relevés pour préserver la viabilité à long terme des finances publiques.

Les défis liés aux coûts de la main-d'œuvre, à l'endettement et à la compétitivité restent contenus. La croissance des coûts salariaux unitaires était déjà élevée avant la pandémie. Elle s'est encore accélérée en 2020 en raison de la rétention de main-d'œuvre liée à la crise du COVID-19. Toutefois, avec la reprise de la productivité, la croissance des coûts unitaires de main-d'œuvre devrait se modérer malgré une forte croissance des salaires en 2021 et 2022. De nouvelles améliorations de l'environnement des entreprises, notamment la réduction des obstacles administratifs, la lutte contre les retards de paiement et l'amélioration de l'accès au financement des risques, pourraient conduire à de nouvelles augmentations de la productivité (voir annexe 10). Les vulnérabilités extérieures sont restées contenues. La dette privée a augmenté en 2021 mais reste contenue. Le secteur bancaire est bien capitalisé et sa rentabilité est nettement supérieure à la moyenne de l'UE, tandis que le ratio des prêts non productifs est inférieur à la moyenne de l'UE.

En 2020, la République tchèque a réduit ses émissions nettes de gaz à effet de serre de 40 % par rapport à 1990. La forte dépendance de la République tchèque à l'égard des combustibles fossiles russes nécessite un déploiement accéléré des investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, ainsi que la diversification de ses sources d'approvisionnement. Un large éventail de technologies, dont l'énergie solaire, l'énergie éolienne, l'énergie géothermique, l'hydrogène renouvelable et le bio-méthane durable, pourrait être développé davantage pour remplacer les importations de gaz naturel, en particulier dans les ménages et l'industrie. La Tchécoslovaquie sera confrontée à des défis croissants résultant du changement climatique : risques naturels liés aux sécheresses et au stress hydrique, nécessitant des efforts accrus en matière de gestion des forêts et de l'eau.

Les prix de l'immobilier n'ont cessé de croître, entraînant une surévaluation potentielle. La croissance réelle des prix des logements est restée élevée en 2020. Le taux d'épargne des ménages a augmenté en 2020 et est resté élevé en 2021, et les revenus devraient continuer à augmenter en 2021 et 2022. Par conséquent, la croissance des prix des logements devrait se poursuivre et les données disponibles pour 2021 indiquent une accélération. Bien qu'une surveillance soit nécessaire, les pressions sur les prix pourraient être partiellement atténuées par une augmentation attendue de la construction résidentielle en 2021 et 2022, ainsi que par une hausse des taux d'intérêt pour les prêts immobiliers dans le cadre du resserrement monétaire en cours.

La République tchèque progresse vers les objectifs de développement durable (ODD), mais reste à la traîne dans certains domaines. Bien que la Tchécoslovaquie améliore ses performances en ce qui concerne plusieurs indicateurs de durabilité environnementale, la situation actuelle reste inférieure à la moyenne de l'UE (voir annexe 1). En particulier, la Tchécoslovaquie se situe nettement en dessous de la moyenne de l'UE en termes d'action climatique, ce qui témoigne d'un manque d'investissements et de réformes. Celles-ci permettraient également à la République tchèque de réaliser le potentiel de la transition verte en matière d'emploi et de société (voir annexe 6). La République tchèque a progressé sur tous les indicateurs des ODD relatifs à l'équité, où elle se classe parmi les meilleurs de l'UE. Toutefois, les progrès en matière d'apprentissage tout au long de la vie et d'égalité des sexes ont été très limités, malgré la mise en œuvre de réformes et de stratégies dans ce domaine (par exemple, la stratégie pour l'égalité des sexes pour la période 2021-2030). Dans les domaines du travail décent et de la croissance économique, la République tchèque obtient de meilleurs résultats que la moyenne de l'UE.

L'invasion de l'Ukraine affecte les perspectives économiques et le paysage social

L'invasion russe de l'Ukraine présente des risques pour les perspectives de l'économie tchèque. Les exportations tchèques vers et les importations en provenance de la Russie représentent respectivement 1,7 % et 2,5 % du PIB, tandis que les exportations vers et les importations en provenance de l'Ukraine représentent environ 0,7 % du PIB. Bien que les liens commerciaux soient mineurs, ils sont concentrés dans un certain nombre d'industries, notamment dans le secteur manufacturier, qui accueille de nombreuses entreprises à forte intensité énergétique caractérisées par des chaînes d'approvisionnement complexes (comme le secteur automobile). Les perturbations des importations présentent donc des risques importants, notamment en matière d'énergie. En 2020, par exemple, toutes les importations de gaz, 49 % des importations de pétrole brut et 70 % des importations de houille provenaient de Russie.

Les pénuries du côté de l'offre et les prix élevés de l'énergie ont des effets néfastes sur l'inflation et la croissance économique. L'augmentation des prix de l'énergie et des denrées alimentaires (pour lesquels la Russie et l'Ukraine représentent une grande partie des exportations mondiales) ajoute à la pression sur l'inflation, car ces articles représentent une proportion du panier de consommation tchèque supérieure à la moyenne de l'UE. Le gouvernement a pris des mesures pour atténuer les conséquences négatives de l'inflation élevée en augmentant les allocations aux ménages, après avoir réduit temporairement la TVA sur l'énergie en novembre et décembre 2021. Néanmoins, l'inflation élevée pèsera sur les salaires réels et la consommation privée. De plus, les pressions sur les prix et l'incertitude accrue ont un impact négatif sur l'investissement.

L'afflux de personnes déplacées en provenance d'Ukraine présente à la fois des défis et des opportunités. La République tchèque a accueilli plus de 300 000 personnes fuyant l'Ukraine. Le gouvernement tchèque a réagi rapidement à l'invasion de l'Ukraine par la Russie en fournissant une aide humanitaire et en introduisant des mesures pour accueillir les personnes déplacées d'Ukraine, notamment une couverture et un soutien médicaux, des allocations de chômage et des frais de reconversion. Avec une proportion importante d'enfants, la poursuite de l'éducation par l'accès à l'enseignement ordinaire est devenue une priorité. La Tchécoslovaquie a introduit une série de mesures pour permettre l'accès à la garde d'enfants et à la scolarisation, mais leur disponibilité est mise en péril. Sur la base du nombre actuel de personnes déplacées d'Ukraine enregistrées, il est prévu qu'à partir de septembre 2022, environ 125 000 étudiants ukrainiens pourraient participer au système éducatif tchèque. En l'absence de mesures supplémentaires, l'offre de garde d'enfants pourrait atteindre ses limites. La mise en place d'une cartographie systématique de la disponibilité des systèmes de garde d'enfants et d'éducation ordinaires est essentielle pour garantir l'intégration et pour orienter efficacement les ressources afin d'alléger la pression sur certains territoires. L'intégration à court et moyen terme des personnes fuyant l'Ukraine aura un impact sur le budget du gouvernement et entraînera une pression accrue sur les systèmes sociaux et de santé en raison du manque de personnel.

À moyen et long terme, l'impact budgétaire pourrait s'atténuer si les personnes déplacées d'Ukraine participent au marché du travail, apportant plus de dynamisme dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre et de compétences des travailleurs. Depuis le 21 mars, les personnes ayant fui l'Ukraine et enregistrées peuvent travailler sans permis supplémentaire. Un financement stable et suffisant des services de garde d'enfants sera déterminant pour permettre la participation au marché du travail des femmes avec enfants, qui constituent la majorité de la population adulte ayant fui l'Ukraine. Le pic de migration a des implications structurelles sur le marché tchèque du logement en surchauffe, ce qui aggrave les problèmes d'accessibilité au logement et de pauvreté énergétique.

La détérioration de la situation macroéconomique aura également des répercussions sur les plans d'assainissement du budget. Les effets de l'invasion de l'Ukraine, les sanctions économiques, les pénuries d'approvisionnement et les niveaux élevés d'inflation sont susceptibles de freiner la croissance économique et d'accroître la pression sur les recettes budgétaires. Simultanément, une augmentation des dépenses est nécessaire pour gérer l'afflux de personnes fuyant l'Ukraine et pour soutenir les ménages qui sont les plus touchés par les prix élevés de l'énergie. L'assainissement du budget de l'État est donc confronté à de nouveaux défis après avoir déjà enregistré des déficits pendant la pandémie de COVID-19. La République tchèque peut bénéficier des flexibilités exceptionnelles prévues dans le cadre du règlement CARE et d'un préfinancement supplémentaire au titre de REACT-EU pour répondre d'urgence aux besoins d'accueil et d'intégration des personnes fuyant l'Ukraine à la suite de l'invasion russe.

INFORMATIONS UTILES

NUMÉROS DE TÉL. UTILES



- **Taxis à Prague:**
 - ProfiTaxi: (+420) 844 700 800
 - CityTaxi: (+420) 257 257 257
 - TaloTaxi: (+420) 244 114 411
- **Contact de l'AAD -** Elisabetta Fonck: +32 479 30 02 86
- **Contact du bureau de l'AAD -**
Valerie Raskin: +32 2 28 40703

INFORMATION SUR L'HÔTEL



Century Old Town Prague MGallery Hotel Collection
Adresse: Na Poříčí 7, 110 00
Petrská čtvrť, Czechia
Tél: +420 221 800 800

CENTRE D'INFORMATION TOURISTIQUE



Centre d'information touristique - Ancien hôtel de ville

Adresse: 1, Staroměstské nám. 1/4, 110 00 Praha 1-Staré Město, Czechia

Téléphone: +420 221 714 714

Heures d'ouverture:

Lundi : 11 h / 19 h

Mardi au dimanche : 9 h / 19 h

DEVISE TCHÈQUE



La monnaie officielle à Prague est la **couronne tchèque**, bien qu'ils acceptent les euros presque partout, toujours avec un taux de change très défavorable. Vous pouvez perdre plus de 7 % de la valeur de votre achat.

Options:

- Changez l'argent dans le **pays d'origine**.
- Utilisez une carte qui **ne préleve pas de commissions pour une utilisation à l'étranger**.
- **Évitez** les bureaux de change dans les aéroports, les gares ou les lieux très touristiques comme la place de la vieille ville.
- **Taux de change du 17 octobre 2022 :**
1 EUR 1 CZK = 0,0407 EUR